



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 mai 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 2nd, 1959

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer le montant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Action en séparation de corps et de biens

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure de Roberval N° 22-413. Arthur Bouchard, mécanicien, d'Alma, demandeur vs Dame Claire Gagnon, 485, Mgr. Gauvreau, Québec, défenderesse.

Arthur Bouchard, mécanicien d'Alma, époux de Claire Gagnon, ménagère de: 485, Monseigneur Gauvreau, Québec, a formé contre cette dernière, une demande en séparation de corps.

Roberval, ce 20 avril, 1959.

Le Procureur du demandeur,
50432-o J.-EDGAR TREMBLAY, Avocat.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Québec, district of Roberval, Superior Court of Roberval No. 22-413. Arthur Bouchard, mechanic, of Alma, plaintiff, vs Dame Claire Gagnon, 485 Mgr. Gauvreau, Québec, defendant.

Arthur Bouchard, mechanic of Alma, husband of Claire Gagnon, housewife of: 485 Monseigneur Gauvreau, Québec, has instituted against the latter an action in separation as to bed and board.

Roberval, this April 20, 1959.

J.-EDGAR TREMBLAY, Advocate,
50432 Attorney for plaintiff.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Taxis du Grand St-Hyacinthe",

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Taxis du Grand St-

pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le premier avril 1959.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
50421-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 3492-41)

MORGAN TRUST COMPANY

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de "Morgan Trust Company" tenue à Montréal, le huitième jour de janvier 1959.

"Sur proposition dûment secondée, il a été résolu à l'unanimité.

Que le précédent soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XXXIII de la compagnie,

Règlement N° XXXIII

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de neuf à onze et que les règlements de la compagnie soient amendés en conséquence.

Décreté ce quatorzième jour de janvier 1959.

Le Secrétaire,
E. W. ROWAT.
Le Président,
A. E. WOLFORD.

Je certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable du règlement N° XXXIII de "Morgan Trust Company", lequel a été décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie tenue le huitième jour de janvier 1959, et a été confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 14e jour de janvier 1959.

Daté à Montréal, ce 14e jour de janvier 1959.

(Sceau)
50434

Le Secrétaire,
E. W. ROWAT.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Émile, Québec", en date du 13 avril 1959, dont le siège social est situé à Saint-Émile, comté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-trois avril 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50435-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire St-Michel de Napierville", en date du 13 avril 1959, dont le siège social est situé à Saint-Michel, comté de Napierville, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-trois avril 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50436-o JEAN BRUCHÉSI.

Hyacinthe", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April first 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

JEAN BRUCHÉSI,
50421 Under Secretary of the Province.

(A.G. 3492-41)

MORGAN TRUST COMPANY

Extract from the minutes of a meeting of the Board of Directors of "Morgan Trust Company" held at Montreal on the eighth day of January 1959.

"Upon motion, duly seconded, it was unanimously.

Resolved that the following be and it is hereby enacted as By-law No. XXXIII of the Company,

By-law No. XXXIII

That the number of Directors of the Company be increased from nine to eleven and that the by-laws of the Company be amended accordingly."

Enacted this fourteenth day of January 1959.

E. W. ROWAT,
Secretary.
A. E. WOLFORD,
President.

I hereby certify the above to be a true copy of By-law No. XXXIII of "Morgan Trust Company" which was enacted at a meeting of the Board of Directors of the Company held on the eighth day of January 1959, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the Company present or represented at a Special General Meeting of the shareholders held on the 14th day of January 1959.

Dated at Montreal, this 14th day of January, 1959.

(Seal)
50434-o

E. W. ROWAT,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Émile, Québec", under date April 13, 1959, whereof the head office is at Saint-Émile, county of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of April, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50435 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire St-Michel de Napierville", under date of April 13, 1959, whereof the head office is at Saint Michel, county of Napierville, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of April 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50436 Under Secretary of the Province.

(P.G. 10557-55)

ROCO INC.

Règlement N° 7

Pour réduire le nombre des directeurs de quatre à trois.

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la Compagnie que le nombre des directeurs soit réduit de quatre à trois et que les règlements actuels soient amendés;

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit réduit de quatre à trois;

2° Le quorum du bureau de direction de la Compagnie sera de deux membres;

3° Que les règlements de la Compagnie soient et ils sont par les présentes, amendés pour se conformer au précédent;

4° Le Président et/ou le Secrétaire sont par les présentes autorisés à signer tous documents et avis nécessaires pour donner effet légal à ce règlement.

Je, soussigné, secrétaire de "Roco Inc." certifie par les présentes que le règlement ci-dessus N° 7 a été décrété à une assemblée du bureau de direction de ladite Compagnie, tenue le 17 février 1959, et confirmé à l'unanimité par le vote unanime de tous les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale tenue le 17 février 1959, à laquelle tous les actionnaires étaient présents.

Le Secrétaire,

50487-o MAURICE BOULANGER, C.A.

(A.G. 10557-55)

ROCO INC.

By-law No. 7

To decrease the number of directors from four to three.

Whereas it is in the interest of the company that the number of directors be decreased from four to three and that the present by-laws be amended;

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the Company, as follows:

1. That the number of directors of the Company be decreased from four to three;

2. Quorum of the Board of Directors of the Company shall consist of two members;

3. That the by-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing;

4. The President and/or Secretary are hereby authorized to sign all the necessary documents and notices in order to give legal effect to this By-law.

I, the undersigned, Secretary of "Roco Inc.", hereby certify that the above By-law No. 7 was enacted at a meeting of the Board of Directors of said Company, held February 17, 1959, and unanimously confirmed by the unanimous vote of all the shareholders present at a special general meeting held February 17, 1959, at which all the shareholders were present.

MAURICE BOULANGER, C.A.,

50437 Secretary.

(P.G. 10851-59)

STELL REALTY CORP.

Règlement N° 22

Que le nombre des directeurs de "Stell Realty Corp." soit augmenté de trois à quatre; et

Que l'avocat de la compagnie, M^{re} S. Greenblatt, soit dirigé à exécuter les procédures nécessaires pour rendre valide ledit règlement.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

A. ZIFKIN.

50449

(A.G. 10851-59)

STELL REALTY CORP.

By-law No. 22

That the number of Directors of "Stell Realty Corp." be increased from three to four; and

That the Company's attorney, M^{re} S. Greenblatt, be authorized to make the necessary proceedings to validate the said By-law.

Certified a true copy.

A. ZIFKIN,

50449-o Secretary.

(P.G. 10422-56)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-sept avril 1959, approuvé les amendements apportés aux règlements de "Les Anciens de L'E.S.S.S. Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 17 février 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit avril 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

50450-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 10422-56)

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April twenty-seventh, 1959, approved the amendments made to by-laws of "Les Anciens de L'E.S.S.S. Inc.", as adopted at the general meeting held on February 17, 1959, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on the twenty-eighth day of April, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,

50450 Under Secretary of the Province.

(P.G. 12578-56)

MARS FINANCE INC.

Règlement numéro 11

Le nombre des directeurs de la compagnie "Mars Finance Inc." est changé de 9, qu'il était auparavant, en celui de 11 et le règlement numéro 6 est modifié en conséquence.

(A.G. 12578-56)

MARS FINANCE INC.

By-law number 11

The number of the Directors of the company "Mars Finance Inc." is changed from 9, that it was heretofore, into that of 11 and by-law number 6 is therefore amended.

Copie certifiée du règlement numéro 11 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le vingt-neuvième jour de novembre 1958 et approuvé à une assemblée générale de la compagnie, tenue le quatorzième jour de février 1959 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Chicoutimi, le 21 mars 1959.

50451-o Le Secrétaire,
RICHARD DUFOUR.

(P.G. 13068-58)

PAUL DANDURAND INC.

Règlement N° 69

Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit changé de quatre qu'il était auparavant, à celui de trois, et le règlement N° 2 de la Compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement N° 69, dûment adopté à une assemblée des directeurs, tenue le 30e jour de janvier 1959, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la Compagnie, tenue le 30e jour de janvier 1959, par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

50452-o La Secrétaire,
MARY DANDURAND.

(P.G. 11568-59)

VIRO INC.

Règlement Troisième-A

1° Le nombre des directeurs de cette Compagnie est augmenté de quatre à cinq.

2° L'article 1 du règlement troisième est modifié en supprimant le mot "quatre" et en lui substituant le mot "cinq".

Montréal, P.Q., le 16 mars 1959.

Copie conforme.

50453-o (Seau) Le Secrétaire,
JEAN THÉRIEN.

(P.G. 11113-59)

AGENCE D'ASSURANCE ESTRIE INC.
EASTERN TOWNSHIPS INSURANCE AGENCY INC.

Règlement N° 38

Il est décrété comme règlement de la compagnie, tel que suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie, est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de façon à ce que le bureau de direction de la compagnie sera à l'avenir composé de cinq directeurs;

2° Trois directeurs formeront quorum à toutes assemblées du bureau de direction;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures de la compagnie, incompatibles avec le présent règlement, sont par les présentes, amendés ou modifiés de façon à donner effet au présent règlement.

Je, soussigné, Antonion Bachand, secrétaire de la Compagnie "Agence d'Assurance Estrie Inc.— Eastern Townships Insurance Agency Inc.", certifie par les présentes, que le règlement ci-haut, est une vraie copie du règlement numéro 38, adopté par les directeurs de la compagnie, lors d'une assemblée tenue le 25ème jour de mars 1959 et sanctionné le même jour, par les actionnaires de la compagnie, lors d'une assemblée

Certified copy of by-law number 11, duly adopted at a meeting of the Directors held on the twenty-ninth day of November, 1958, and approved at a general meeting of the company, held on the fourteenth day of February, 1959 by the shareholders holding amongst them 100% of the shares represented at this meeting.

Chicoutimi, March 21, 1959.

50451 RICHARD DUFOUR,
Secretary.

(A.G. 13068-58)

PAUL DANDURAND INC.

By-law No. 69

That the number of the Directors of the Company be changed from four that it was heretofore, to that of three, and by-law No. 2 of the Company is consequently amended.

Certified copy of by-law No. 69, duly adopted at a meeting of the Directors, held on the 30th day of January, 1959, and approved at a special general meeting of the Company, held on the 30th day of January, 1959, by the shareholders holding amongst them (100%) of the shares represented at this meeting.

50452 MARY DANDURAND,
Secretary.

(A.G. 11568-59)

VIRO INC.

By-law Third-A

1. The number of the directors of this Company is increased from four to five.

2. Article 1 of by-law Third is amended by deleting the word "four" and substituting the word "five".

Montreal, P.Q., March 16, 1959.

50453 (Seal) True copy.
JEAN THÉRIEN,
Secretary.

(A.G. 11113-59)

AGENCE D'ASSURANCE ESTRIE INC.
EASTERN TOWNSHIPS INSURANCE AGENCY INC.

By-law No. 38

It is enacted as a by-law of the company, the following:

1. The number of the directors of the company is, by these presents, increased from three to five, so that the Board of Directors of the company shall, in future, be composed of five Directors;

2. Three directors shall form quorum at all meetings of the Board of Directors;

3. All by-laws, resolutions and procedures of the company incompatible with the present by-law, are by these presents, amended or morified so as to give effect to the present by-law.

I, the undersigned, Antonion Bachand, Secretary of the Company "Agence d'Assurance Estrie Inc.— Eastern Townships Insurance Agency Inc.", certify by these presents, that the above by-law is a true copy of by-law number 38, adopted by the directors of the company, at a meeting held on the 25th day of March, 1959, and sanctioned on the same day, by the shareholders of the company, at a special general meeting, at

générale et spéciale, à laquelle, tous les actionnaires de la compagnie étaient présents.

En foi de quoi, j'ai signé à Granby, ce 25ème jour de mars 1959.

Le Secrétaire,
ANTONIN BACHAND.

50454-o

(P.G. 2008-47)

THE CALEDONIA CO. LTD.

Règlement N° 23

(Augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq).

"Que le bureau de direction de la compagnie soit composé de cinq directeurs et qu'un quorum soit de trois."

Je, le soussigné, A. Loane, Président de "The Caledonia Co. Ltd.", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable du règlement numéro 23 de la compagnie dûment passé à une assemblée des directeurs de la compagnie, le 2e jour de décembre 1958, à 3.30 p.m. et que ledit règlement a été sanctionné à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée aux fins de la considérer à cette même date du 2e jour de décembre 1958, à 4.40 p.m.

THE CALEDONIA CO. LTD.
(Sceau) Le Président,
50455 A. LOANE.

(P.G. 18294-53)

HEAD AMUSEMENTS CORP.

Règlement N° 23

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 23 de la compagnie:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de quatre (4) à trois (3), de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de trois (3) directeurs.

2° Le quorum pour les assemblées de directeurs est, par les présentes, fixé à deux (2) directeurs.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à celui-ci est, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet au règlement N° 23.

Je, le soussigné, secrétaire-trésorier de la compagnie, certifie, par les présentes, que le précédent est le règlement N° 23 décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 16 avril 1958, et subséquentement ratifié à l'unanimité par les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin.

Le Secrétaire-trésorier,
50456 W. ELMAN.

(P.G. 10313-59)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-cinq avril 1959, approuvé les règlements Nos 1 à 11 inclusivement de la corporation "AMaBaie Proprietors League, Incorporated — La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie, Incorporée", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 29 janvier 1959, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

which all the shareholders of the company were present.

In faith of which, I signed at Granby, this 25th day of March, 1959.

ANTONIN BACHAND,
Secretary.

50454

(A.G. 2008-47)

THE CALEDONIA CO. LTD.

By-Law No. 23

(Increasing the number of Directors from three to five).

"That the Board of Directors of the Company consist of five Directors and that a quorum be three."

I, the undersigned, A. Loane, President of "The Caledonia Co. Ltd.", do hereby certify that the foregoing is a true copy of by-law number 23 of the Company duly passed at a meeting of the Directors of the Company on the 2nd day of December, 1958, at 3.30 p.m. and that the said by-law was sanctioned unanimously at a special general meeting of the shareholders of the Company duly called for considering the same on the 2nd day of December, 1958, at 4.40 p.m.

THE CALEDONIA CO. LTD.
(Seal) A. LOANE,
50455-o President.

(A.G. 18294-53)

HEAD AMUSEMENTS CORP.

By-Law No. 23

Be it enacted and it is hereby enacted as By-Law No. 23 of the Company:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby decreased from four (4) to three (3), so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of three (3) Directors.

2. The quorum for Directors' Meetings is hereby fixed at two (2) Directors.

3. All prior By-Laws, Resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to By-Law No. 23.

I, the undersigned, Secretary-Treasurer of the Company, hereby certify the foregoing to be By-Law No. 23 enacted by the Directors of the Company at a Meeting held on April 16th, 1958 and subsequently unanimously ratified by the Shareholders of the Company at a Special General Meeting called for such purpose.

W. ELMAN,
50456-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 10313-59)

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April twenty-fifth, 1959, approved the by-laws Nos. 1 to 11 inclusively of the corporation "AMaBaie Proprietors League, Incorporated — La Ligue des Propriétaires d'AMaBaie, Incorporée", as adopted at a special general meeting held on January 27, 1959, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le vingt-huit avril 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50457-o JEAN BRUCHÉSI.

Given at the office of the Provincial Secretary
this twenty-eighth day of April, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,
50457 Under Secretary of the Province.

(P.G. 10025-56)

ASSOCIATION SOCIALE ET SPORTIVE UAP INC.

(A.G. 10025-56)

ASSOCIATION SOCIALE ET SPORTIVE UAP INC.

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 10 février 1959, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à douze:

"8. Élection du Conseil d'Administration... c) Le Conseil d'Administration se composera à l'avenir de 12 membres."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
50458-o ROBERT SINGLER.

Excerpt from general by-laws of the corporation mentioned hereinabove, such as they were adopted at a special general meeting held February 10, 1959, concerning an increase in the number of directors from four to twelve:

"8. Election of Board of Directors... c) The Board of Directors shall, hereafter, be composed of 12 members."

Certified true copy.

ROBERT SINGLER,
50458 Secretary.

(Sec. P. 321-59)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des Compagnies minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "North American Rare Metals Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

Le siège social dans la province sera établi à 100 Carré d'Youville, en les cité et district judiciaire de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Jacques de Billy, C.R. à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
ce 28e jour d'avril 1959.

Le Secrétaire de la province,
50317 YVES PRÉVOST.

(P. Sec. 321-59)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "North American Rare Metals Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is to be established at 100 d'Youville Square, in the city and judicial district of Quebec.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Jacques de Billy, Q.C., of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of April, 1959.

YVES PRÉVOST,
50317-o Provincial Secretary.

(P. Sec. 227-59)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des Compagnies Minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Albedena Oils Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

Le siège social dans la province sera établi à 5 est, rue St-Jacques, chambre 12, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Jean J. Gadbois, avocat, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
ce 28e jour d'avril 1959.

Le Secrétaire de la province,
50317 YVES PRÉVOST.

(P. Sec. 227-59)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Albedena Oils Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is to be established at 5 St. James Street East, room 12, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Jean J. Gadbois, advocate, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 28th day of April, 1959.

YVES PRÉVOST,
50317-o Provincial Secretary.

(P. Sec. 119-59)

AVIS D'AUTORISATION
(Loi des Compagnies Minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Orchan Mines Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

Le siège social dans la province sera établi à 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

(P. Sec. 119-59)

NOTICE OF AUTHORIZATION
(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Orchan Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is to be established at 360 St. James Street west, in the city and judicial district of Montreal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. John Holmested Tennant, 4605 rue St-Ignatius, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1959.

Le Secrétaire de la province,
50317 YVES PRÉVOST.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. John Holmested Tennant, 4605 St. Ignatius Street, in the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1959.

YVES PRÉVOST,
50317-o Provincial Secretary.

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que "Automation Designers Co., Ltd.", une Corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son siège social en les cité et district de St-Laurent, P.Q., s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à St-Laurent, ce 15ème jour d'avril 1959.

AUTOMATION DESIGNERS CO., LTD.,
Par le secrétaire,
50422-o J. D. BRUNELLE.

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec que la compagnie "Suzan Pop Corn Inc." demandera au Procureur Général la permission d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire,
50423-o CLAUDE NOËL.

Notice is hereby given that "Automation Designers Co., Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city and district of St. Laurent, P.Q., will apply to the Attorney General of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at St. Laurent, this fifteenth day of April 1959.

AUTOMATION DESIGNERS CO., LTD.,
Per: J. D. BRUNELLE,
50422 Secretary.

Notice is given in accordance with the Quebec Companies' Act that the company "Suzan Pop Corn Inc." will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

CLAUDE NOËL,
50423 Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 142-59)

Avis est, par les présentes, donné que "Magnum Copper Limited" (Non Personal Liability), une compagnie à fonds social étrangère constituée en vertu des Lois de la province de Colombie Britannique a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à l'Édifice de la Banque du Canada, 901 Carré Victoria en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. R. Fraser Elliott, avocat de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 28e jour d'avril 1959.

Le Secrétaire de la province,
50417 YVES PRÉVOST.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 142-59)

Notice is hereby given that "Magnum Copper Limited" (Non Personal Liability), an extra-provincial corporation incorporated under the laws of the Province of British Columbia, has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be established at The Bank of Canada Building, 901 Victoria Square, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. R. Fraser Elliott, advocate, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of April, 1959.

YVES PRÉVOST,
50417-o Provincial Secretary.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 16 mars 1959 par le conseil municipal du village de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, comté de Dorchester, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 21 avril 1959, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation du village de Sainte-

Department of Municipals Affairs

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on March 16, 1959, of the Municipal Council of the village of Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, county of Dorchester, and pursuant to the provisions of Article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of April 21, 1959, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, with

Germaine-du-Lac-Etchemin, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 21 avril 1959.

Le ministre des Affaires municipales,
50419-o PAUL DOZOIS.

the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with Article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, April 21, 1959.

PAUL DOZOIS,
50419 Minister of Municipal Affairs.

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté ministériel N° 373 du 22 avril 1959, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 41 du conseil de la ville de Saint-Georges-Ouest et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité d'Aubert-Gallion, comté de Beauce, et annexé à la ville de Saint-Georges-Ouest.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité d'Aubert-Gallion, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges, les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, ruelles, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la rive gauche, ou rive sud-ouest de la Rivière Chaudière, avec la ligne séparant le lot 113 des lots 110 et 110-A jusqu'à une ligne perpendiculaire aux lignes latérales de lots originant au coin sud du lot de subdivision 75-2; ladite ligne perpendiculaire aux lignes latérales de lots en allant vers le nord-ouest jusqu'audit coin sud du lot de subdivision 75-2; la ligne sud-ouest des lots de subdivision 75-2, 72-157 et 69-189-3; une ligne perpendiculaire aux lignes latérales de lots traversant les lots 68, 67 et 66 et la demie du lot 65; la ligne médiane du lot 65 allant vers le nord-est jusqu'à un point situé à 1121 pieds du chemin public; une ligne oblique d'azimut 87° 30' sur une longueur de 282 pieds; une parallèle à la ligne de division des lots 65 et 66, située à 2 arpents au nord-ouest d'icelle et son prolongement jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière entre la rive et l'île et faisant front; le dit axe de la Rivière Chaudière en allant vers le sud-est jusqu'à la limite actuelle de la ville de St-Georges-Ouest à un point sur le prolongement de la ligne séparative des lots 66 et 67; puis suivant les limites actuelles de la ville de St-Georges-Ouest en passant par ledit prolongement et ladite ligne séparative des lots 66 et 67 jusqu'à un point à une distance de 12 arpents de la ligne des hautes eaux de la Rivière Chaudière; une ligne traversant les lots 67, 68, 69, 72, 75, 89, 92, un chemin public, 95, 99, 101 et 104, jusqu'à un point de la ligne séparative des lots 104 et 106 à une distance de 12 arpents de la ligne des hautes eaux de la Rivière Chaudière; ladite ligne séparative des lots 104 et 106 en allant vers le nord-est et son prolongement jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; puis laissant les limites actuelles de la ville de St-Georges-Ouest, ledit axe de la Rivière Chaudière jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 110 et 113 et enfin ce dernier prolongement de la ligne séparative des lots 110 et 113 jusqu'au point de départ.

50431-o PAUL DOZOIS,
Ministre des Affaires municipales.

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 373 of April 22, 1959, and pursuant to the provision of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 41 of the town Council of Saint-Georges-west and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described herebelow is detached from the municipality of Aubert-Gallion, county of Beauce, and annexed to the town of Saint-Georges-West.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the municipality of Aubert-Gallion, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Georges, the lots or parts of lot and their present and future subdivisions, as well as the roads, lanes, water-courses or parts thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the left bank, or southwest shore of the Chaudière River, with the line dividing lot 113 from lots 110 and 110-A as far as a perpendicular line to the lateral lines of the lots originating at the south corner of subdivision lot 75-2; the said perpendicular line to the lateral lines of lots going towards the northwest as far as the said south corner of subdivision lot 75-2; the southwest line of subdivision lots 75-2, 72-157 and 69-189-3; a line perpendicular to the lateral lines of lots crossing lots 68, 67 and 66 and the half of lot 65; the half-way line of lot 65 going towards the northeast to a point situated at 1121 feet of the public road; an oblique line in the azimuth of 87° 30' along a length of 282 feet; a parallel to the dividing line of lots 65 and 66, situated at 2 arpents on the northwest thereof and its prolongation as far as the axis of Chaudière River and the Island and forming frontage; the said axis of the Chaudière River going towards the southeast as far as the present limit of St-Georges-west to a point on the prolongation of the dividing line of lots 66 and 67; then following the present limits of the town of St-Georges-west passing by the said prolongation and the said dividing line of lots 66 and 67 as far as a point to a distance of 12 arpents from the highwater line of the Chaudière River; a line crossing lots 67, 68, 69, 72, 75, 89, 92 a public road, 95, 99, 101 and 104, to a point of the dividing line of lots 104 and 106 for a distance of 12 arpents from the highwater line of the Chaudière River; the said dividing line of lots 104 and 106 going towards the northeast and its prolongation as far as the axis of the Chaudière River; then, leaving the present limits of the town of St-Georges-west, the said axis of the Chaudière River, to the prolongation of the dividing line of lots 110 and 113 and finally this latter prolongation of the dividing line of lots 110 and 113 as far as the starting point.

50431 PAUL DOZOIS,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 503-53.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pointe-du-Lac N° I, dans le comté de St-Maurice, à la municipalité scolaire de Pointe-du-Lac, village, même comté.

Québec, le 16 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50379-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 270-59.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de MacKayville, dans le comté de Chambly, en celui de Lafèche catholique, même comté.

Québec, le 15 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50380-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 398-59.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Mékinac, dans le comté de Laviolette, le territoire du canton Hackett, même comté, non organisé actuellement au point de vue scolaire.

Québec, le 23 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50414-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 294-59.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Pont-Viau, dans le comté de Laval, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Cap St-Martin, même comté:

Un territoire faisant partie du cadastre de la paroisse de St-Martin et contenu dans les limites suivantes, savoir:

Borné au nord-ouest par la ligne nord-ouest des lots nos 334, 336 et 337; au sud-ouest par la limite sud-ouest du droit de passage du chemin de fer Canadien Pacifique (lot 676); au sud-est par un ruisseau qui limite au nord-ouest les lots 342, 339-1, 338 et qui traverse dans une direction générale nord-est les lots 337, 336 et 334 et enfin au sud-est par la ligne sud-est dudit lot 334.

Québec, le 23 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50415-17-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 503-54.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 avril 1959, de détacher de la municipalité scolaire catholique de St-Grégoire-de-Greenlay, dans le comté de Richmond, les lots 9-B, 10-A, 11-A, 11-B et cette partie des lots 12-A et 12-B, contenue dans les limites suivantes: au nord-ouest le lot 11-B, au sud-ouest la ligne qui divise les rangs II et III du canton de Brompton, au nord-est et au sud-est le résidu desdits lots 12-A et 12-B appartenant à monsieur A. Goyette; tous ces lots et parties de lots du rang II du cadastre officiel du canton de Brompton, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-François-Xavier-de-Brompton, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 23 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50420-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 503-53.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Pointe-du-Lac No. I, in the county of St-Maurice, to the school municipality of Pointe-du-Lac, village, same county.

Quebec, April 16, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50379-17-2 Superintendent of Education.

No. 270-59.

Application is made to change the name of the Catholic school municipality of MacKayville, in the county of Chambly, into that of Lafèche, Catholic, same county.

Quebec, April 15, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50380-17-2 Superintendent of Education.

No. 398-59.

Application is made to annex to the school municipality of Mékinac, in the county of Laviolette, the territory of the Hackett township, same county, presently unorganized from an educational point of view.

Quebec, April 23, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50414-17-2 Superintendent of Education.

No. 294-59.

Application is made to detach from the school municipality of Pont-Viau, in the county of Laval, the territory hereinunder described, in order that it be annexed to the school municipality of Cap St. Martin, same county:

A territory forming part of the cadaster of the parish of St. Martin and included in the following boundaries, to wit:

Bounded northwesterly by the northwest line of lots Nos. 334, 336 and 337; southwesterly by the southwest boundary of the right-of-way of the Canadian Pacific Railroad (lot 676); southeasterly by a brook limiting to the northwest lots 342, 339-1, 338 and crossing in a general northeasterly direction lots 337, 336 and 334 and finally southeasterly by the southeast line of said lot 334.

Quebec, April 23, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50415-17-2 Superintendent of Education.

No. 503-54.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated April 16, 1959, has been pleased to detach from the Catholic School Municipality of St. Grégoire-de-Greenlay, in the county of Richmond, lots 9-B, 10-A, 11-A, 11-B and that part of lots 12-A and 12-B, included within the following boundaries: northwesterly, lot 11-B, southwesterly, the line dividing ranges II and III of the township of Brompton, northeasterly and southeasterly, the residue of said lots 12-A and 12-B belonging to Mr. A. Goyette; all these lots and parts thereof of range II of the official cadaster of the township of Brompton, in order to annex them to the School Municipality of St. François-Xavier-de-Brompton, in the same county.

This change shall take effect July 1st, 1959.

Quebec, April 23, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50420 Superintendent of Education.

N° 503-54.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 avril 1959, de détacher de la municipalité de St-François-Xavier-de-Brompton, dans le comté de Richmond le lot 18 du rang III du cadastre officiel de la paroisse de St-François-Xavier-de-Brompton, pour l'annexer à la municipalité scolaire catholique de St-Grégoire-de-Greenlay, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 24 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

50420-o

O. J. DÉSALNIERS.

No. 503-54.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated April 16, 1959 has been pleased to detach from the School Municipality of St. François-Xavier-de-Brompton, in the county of Richmond, lot 18, range III of the official cadaster of the parish of St. François-Xavier-de-Brompton, in order to annex them to the Catholic School Municipality of St. Grégoire-de-Greenlay, in the same county.

This change shall take effect on July 1st, 1959.

Quebec, April 24, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,

Superintendent of Education.

N° 435-55.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 avril 1959, de modifier l'item III de l'arrêté en conseil N° 208 en date du 19 mars 1959, de manière à changer la description technique du territoire annexé à la municipalité scolaire de la cité de Sorel, par le suivant: "les lots 195 à 263 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre-de-Sorel".

Cette correction prend effet immédiatement.

Québec, le 25 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

50420-o

O. J. DÉSALNIERS.

No. 435-55.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 16, 1959, has been pleased to modify item III of Order in Council No. 208 under date of March 19, 1959, so as to change the technical description of the territory annexed to the school municipality of the city of Sorel, by the following: "Lots 195 to 263 inclusive of the official cadaster for the parish of St-Pierre-de-Sorel".

This correction takes effect immediately.

Quebec, April 25, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,

Superintendent of Education.

N° 1334-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 avril 1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-François-Ouest, dans le comté de Beauce, à celui de la ville de Beauceville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 24 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

50420-o

O. J. DÉSALNIERS.

No. 1334-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 16, 1959, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of St-François-West, in the county of Beauce, to that of the town of Beauceville, in the same county.

This change will take effect on July 1st, 1959.

Quebec, April 24, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,

Superintendent of Education.

N° 487-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 16 avril 1959, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Vinoy, comté de Papineau, à la municipalité scolaire de Chénéville, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1959.

Québec, le 25 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

50420-o

O. J. DÉSALNIERS.

No. 487-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 16, 1959, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Vinoy, county of Papineau, to the school municipality of Chénéville same county.

This change will take effect on July 1st, 1959.

Quebec, April 25, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,

Superintendent of Education.

N° 1061-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de Champlain, comté de Champlain, à la municipalité scolaire du village de Champlain, même comté.

Québec, le 27 avril 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

50466-18-2-o

O. J. DÉSALNIERS.

No. 1061-58.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of the parish of Champlain, county of Champlain, to the school municipality of the village of Champlain, same county.

Quebec, April 27, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,

Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forest

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Chambly (municipalité de paroisse de St-Joseph de Chambly) division d'enregistrement de Chambly.

Official cadastre of the parish of St. Joseph de Chambly (municipality of parish of St. Joseph de Chambly) registration division of Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 353-366, 353-402 à 353-427, 353-446 à 353-468, 353-477 à 353-594, 353-599 à 353-654, 353-659 à 353-885, 353-922, 353-923, 353-925 à 353-961, partie des lots 353-400, 353-401, 353-437, 353-445, 353-469 à 353-476 sont annulés et les lots 353-886, 353-920 et 353-921 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 avril 1959.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

50418-o

Notice is hereby given that lots 353-366, 353-402 to 353-427, 353-446 to 353-468, 353-477 to 353-594, 353-599 to 353-654, 353-659 to 353-885, 353-922, 353-923, 353-925 to 353-961 and part of lots 353-400, 353-401, 353-437, 353-445, 353-469 to 353-476 are cancelled and lots 353-886, 353-920 and 353-921 are corrected in virtue of article 2174A of the Civil code.

Quebec, April 20, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

50418-o

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction de Montréal (Section de l'industrie du fer structural);

Et, D'AUTRE PART:

The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local N° 711;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Jurisdiction territoriale*: Toute la Province de Québec.

INDUSTRIE D'ACIER STRUCTURAL

I. *Jurisdiction industrielle et professionnelle*:

a) La présente section s'applique à tous les travaux de construction mécanique et de bâtiment comportant le montage ou la fabrication sur place de l'acier structural, y compris la démolition, la réparation ou le démontage d'icelui, et sans préjudice des droits et privilèges de l'industrie de l'électricité, de l'industrie des ascenseurs, de l'industrie du fer et bronze d'ornementation, de l'industrie du métal en feuilles, de l'industrie de la construction des chaudières à vapeur et de l'industrie de la génération de la vapeur, d'effectuer le montage en fer structural que comportent leurs travaux respectifs, selon l'usage établi.

b) Le travail du monte en acier structural comprend entre autres les opérations suivantes:

i. Le montage et la construction en fer et en aciers compris dans le montage et la construction des immeubles, y compris les cloisons en acier, les toitures préfabriquées, des ponts, des viaducs, des métros et tunnels, des tours, des antennes des postes émetteurs de radio et télévision, des monte-charges, des déchargeurs de wagons, des grues, des convoyeurs, des déchargeurs de minéral, de réservoirs et de trémies à charbon, de couloirs et de trémies à cendre, de réservoirs et trémies à pierre, coke, sable et minéral.

ii. Le montage et la construction de tuyaux de cheminées posées par sections ou autrement, de même que tout prolongement et toute réparation de tels tuyaux.

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the Collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange Inc., (Structural Iron Industry Section);

And, ON THE OTHER PART:

The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711;

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the following conditions:

I. *Territorial jurisdiction*: The entire Province of Quebec.

STRUCTURAL STEEL IRON INDUSTRY

I. *Industrial and professional jurisdiction*:

a) This part shall apply to all engineering construction and building operations involving the erection or fabrication on the site, of structural steel, including the demolition, repair or dismantling thereof, but without prejudice to the rights and privileges of the electrical industry, the elevator industry, the ornamental iron and bronze industry, the sheet metal industry and the boiler construction and steam generator industries to erect structural steel incidental to their respective operations in accordance with long-established practice.

b) The operations recognized as structural erector work shall include, but shall not necessarily be limited to, the following:

i. The erection and construction of all iron and steel entering into the erection and construction of the following: buildings, including steel studding, pre-fabricated roof decks, wall sections or completely, prefabricated buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, radio and television antennas, hoists, car dumpers, cranes, conveyors, ore unloaders, lock gates, head gates, hydraulic regulating equipment, coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers, rock, coke, sand and ore bins and hoppers.

ii. The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks and the extension and repair of such stacks.

iii. Le déchargement, le lavage et la mise en place de bouilloires complètes portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de chaudières à tubes d'eau et de machines dans leur position approximative.

iv. Le brûlage, la soudure, le rivetage, le gréage, l'échafaudage, le montage de la structure, le montage et le démontage de structure temporaire ou d'étalement se rapportant à l'une ou l'autre des opérations ci-haut décrites.

Exemption: Le présent article ne régit pas l'assemblage et le montage des pylônes d'acier des lignes de transmission d'énergie électrique et des structures d'acier galvanisé, des sous-stations et des stations terminus.

II. *Heures de travail:* L'employeur ne s'engage pas à fournir du travail à aucun salarié à des heures régulières fixes ou en tout autre temps.

Heures régulières — Équipes de jour:

Heure de commencement: du lundi au vendredi inclusivement: 8.00 a.m.

Heure de cessation: du lundi au vendredi inclusivement: 5.00 p.m.

Total des heures régulières de la semaine: quarante (40) heures.

On doit accorder au salarié une (1) heure pour le repas du midi, généralement entre midi et 1.00 p.m. sans rémunération.

Des changements dans la distribution des heures régulières de travail et la période du repas du midi peuvent être faits du consentement mutuel de l'employeur et de ses salariés.

III. *Travail supplémentaire:* L'employeur peut exiger que les salariés travaillent en dehors des heures régulières. Tout travail exécuté en plus des huit (8) heures régulières du lundi au vendredi inclusivement, doit être rémunéré au taux de salaire et demi pour les premières quatre heures et à raison de salaire double pour les heures subséquentes.

Tout travail exécuté le samedi doit être rémunéré à raison de salaire et demi jusqu'à midi et à raison de salaire double après midi.

IV. *Jours chômés:* Tout travail exécuté les dimanches et les jours de fêtes suivants doit être rémunéré à raison de salaire double: le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), la fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce et le jour de Noël.

V. *Taux minima de salaire:* a) Les taux minima de salaire sont les suivants:

	Taux horaires	
	Avril 1 1959	Avril 1 1960
Acier structural:		
Travailleur en fer, sou-		
deur, déménageur de		
machinerie lourde,		
gréeur.....	\$2.45	\$2.55

b) *Paiement du salaire:* Les salariés doivent être payés chaque semaine durant leurs heures régulières de travail, en espèces ou par chèque.

VI. *Définitions de métiers:* Travailleur en acier structural: Un travailleur en acier structural doit avoir une connaissance complète et pratique de tous les outils et de tout l'appareillage de son métier utilisés pour le montage. Il doit être capable d'exécuter les travaux suivants d'une façon adroite et sûre:

i. Monter et gréer des grues, des grues mobiles, des derrick munis de haubans ou non, des poteaux et des appareils semblables, déplacer en hauteur des derrick à haubans et de placer des grues mobiles, le tout sous la direction d'un contremaître.

iii. The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers and machinery to their approximate positions.

iv. The burning, welding, rivetting, rigging, staging, scaffolding, framing, erecting and dismantling of falsework in connection with any of the above.

Exemption: The present section does not apply to the assembling and erecting of power transmission lines steel towers, galvanized steel structures, substations and terminal substations.

II. *Hours of work:* The employer does not guarantee to provide work to any employee for regularly assigned hours or for any other hours.

Regularly Assigned hours — Day shift:

Starting time: Monday to Friday inclusively 8.00 a.m.

Quitting time: Monday to Friday inclusively 5.00 p.m.

Total of regularly assigned hours/week: forty (40) hours.

Employees will be allowed one (1) hour for lunch, generally between 12.00 noon and 1.00 p.m., without pay.

Variations in regularly assigned hours and lunch period may be arranged by consent of the employer and the Union.

III. *Overtime:* The employer may require employees to work in excess of their regularly assigned hours. All time worked in excess of the regularly assigned eight hours from Monday to Friday inclusive shall be paid at the rate of time-and-one-half for the first four hours and at double time for work in excess of four hours.

All time worked on Saturdays shall be paid for at the rate of time-and-one-half in the forenoon and double time in the afternoon.

IV. *Days kept as holidays:* All time worked on Sundays and the following Statutory Holidays shall be paid for at the rate of double time: New Year's Day, Good Friday, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, July 1 (Confederation Day), Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

V. *Minimum wage rates:* a) The following shall be the minimum wage rates:

	Hourly rates	
	April 1, 1959	April 1, 1960
Structural steel:		
Ironworker, welder, heavy machinery mover, rigger.....	\$2.45	\$2.55

b) *Wage payment:* Employees shall be paid weekly during their regularly assigned hours, by cash or cheque.

VI. *Definition of trades:* Structural steel ironworker; a structural steel ironworker must have a thorough working knowledge of all erection tools and equipment of his trade. He must be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

i. Assemble and reeve erecting cranes, travellers, guy and stiffleg derricks, poles and similar equipment, jump guy derricks and move travellers, all under the general direction of a foreman.

ii. Accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés, et signaler le mécanicien préposé au fonctionnement de l'appareil.

iii. Monter des échafaudages, assembler et boulonner des joints pour fins de rivetage et riveter.

iv. Exécuter les diverses besognes qui se rencontrent sur les chantiers de construction comme par exemple, faire des nœuds, brûler, percer des trous, aléser, etc.

b) *Soudeur*: Un soudeur en acier structural doit avoir une compétence qui lui permette de se qualifier selon les codes acceptés par la province. Il doit être capable d'ajuster sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. Il doit, de plus, pouvoir exécuter les travaux suivants de façon adroite et sûre:

i. Grimper,

ii. Poser des échafaudages pour le travail de soudure.

iii. Préparer le travail de soudure.

iv. Brûler.

v. Ébarber.

VII. *Apprentis*: a) Les apprentis doivent avoir au moins 18 ans et pas plus de 30 ans. Ils doivent avoir un livret d'apprentissage où sont compilées les périodes de travail.

b) Les apprentis de 1ère année doivent recevoir 70% du taux du compagnon.

Les apprentis de 2ième année doivent recevoir 85% du taux du compagnon.

c) Il ne peut y avoir plus d'un (1) apprenti par sept (7) compagnons à l'emploi de l'employeur ou plus d'un (1) apprenti par chantier.

VIII. *Vacances payées*: Les sections 12, 13 et 14 (Titre cinquième) du chapitre premier du présent décret se rapportant aux vacances payées s'appliquent à la présente section. Toutefois, le paragraphe suivant remplacera le second paragraphe de l'Article 46:

Dans le cas de congédiement ou renvoi l'employeur prendra tout moyen raisonnable pour payer l'employé et lui rendre son livret de congé et son livret d'assurance à la fin de la journée régulière de travail. Si la chose n'est pas pratique l'employeur devra envoyer à l'employé son chèque, son livret de congé et son livret d'assurance par maille recommandée dans les deux jours ouvrables après demande faite par l'employé.

IX. *Frais de déplacement*: Lorsqu'un salarié doit se rendre à un chantier et que ce déplacement lui donne droit à des frais de déplacement, l'employeur doit payer ses frais en autant que le salarié travaille jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quarante-cinq (45) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps. L'employeur doit aussi payer le voyage de retour à tous les salariés qui travaillent jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps.

X. *Période de déplacement*: L'employeur doit payer, le temps consacré au déplacement au taux régulier dans le cas d'un salarié qui doit voyager pendant les heures régulières du travail de jour; en dehors de ces heures aucun temps de déplacement ne sera rémunéré si ce n'est dans des cas spéciaux qu'il appartient à l'employeur de juger.

XI. *Allocation pour frais de déplacement*: Lorsqu'un salarié doit se déplacer pour se rendre au chantier situé au-delà de 25 milles du périmètre de l'île de Montréal (mesuré par le plus

ii. Hook on, climb, connect and signal the hoisting engineer.

iii. Erect scaffolds, fit and bolt joints in proper fashion preparatory to riveting, and perform riveting operations.

iv. Carry out all the miscellaneous tasks which arise on erection jobs, such as tying knots, burning, drilling reaming, etc.

b) *Welder*: A structural steel welder must be able to qualify under the codes accepted by the Province. He must be able to adjust his welding machine and have a thorough working knowledge of all welding tools and equipment. He must also be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

i. Climb

ii. Erect scaffolds for welding.

iii. Fit up work for welding.

iv. Burn.

v. Chip.

VII. *Apprentices*: a) An apprentice must not be less than 18 years of age or more than 30. He shall possess an apprenticeship book showing his record of service.

b) First year apprentices shall receive 70% of the journeymen's rate.

Second year apprentices shall receive 85% of the journeymen's rate.

c) The ratio of apprentices to journeymen may not exceed one (1) to seven (7) of the entire working force on the employer's payroll, or one (1) apprentice per job.

VIII. *Vacation with pay*: Sections 12, 13 and 14 (Fifth Title) of the First Chapter of the present decree concerning vacations with pay shall apply to the present part. However, the following will replace the second paragraph of Article 46:

In the case of layoff or dismissal the employer will make every reasonable effort to pay the employee and return his Vacation with pay book and Unemployment Insurance book at the end of the regular working day. When this is not practical the employer shall send the employee his cheque, his Vacation With Pay book and his Unemployment Insurance book by registered mail within two working days when so requested by the employee.

IX. *Travelling expense*: When an employee is required to travel to a job site, where he will qualify for expense allowance, the Employer shall pay transportation expenses to the site of operations, provided the employee shall continue working until the completion of the job, or for a period of 45 calendar days, whichever be the lesser. The Employer shall also pay return fare to all employees remaining on the job until completion thereof or for a period of ninety (90) calendar days, whichever be the lesser.

X. *Travelling time*: The Employer shall pay prevailing straight time rates of pay to an employee required to travel during regularly assigned day shift hours only; no travelling time outside of these hours will be paid for, except in special cases at the discretion of the Employer.

XI. *Expense allowance*: When an employee has been required to travel to a job site which is more than 25 miles from the perimeter of the Island of Montreal (measured by the shortest

court chemin en ligne droite) l'employeur doit lui verser un maximum de vingt-deux dollars et cinquante cents (\$22.50) par semaine de travail de cinq jours, sans rémunération additionnelle pour les samedis et les dimanches. L'allocation pour chambre et pension pour une partie de semaine, c'est-à-dire pour un, deux, trois ou quatre jours doit être calculée au taux journalier de quatre dollars et cinquante cents et est payable chaque semaine. Cette allocation n'est pas versée cependant lorsque les salariés peuvent être logés dans un camp aménagé par l'employeur, lequel aménagement est à la charge de ce dernier.

Un salarié n'a pas droit aux allocations ou frais de déplacement s'il est employé sur les lieux mêmes du chantier.

L'allocation pour déplacement ne peut être déduite du salaire d'un salarié à cause de mauvaises conditions atmosphériques ou de fêtes légales. Toutefois, si un salarié ne se présente pas un travail le jour ouvrable précédent immédiatement ou suivant les journées de fêtes ou de mauvaise température, il perd droit à l'allocation pour déplacement en ce qui touche la ou les journées d'absence, de mauvaise température ou les jours de fêtes. Il perd aussi le droit de l'allocation pour déplacement s'il s'absente un jour ouvrable. Cette allocation peut lui être quand même versée si dans l'opinion de l'employeur le salarié s'est absenté pour des raisons valables.

XII. *Frais de déplacement quotidien:* a) Lorsque l'employeur ne s'occupe pas du transport de ses salariés, les frais de déplacement quotidien payés en plus du passage régulier d'autobus entre les limites du circuit d'autobus et le chantier, de même que le voyage de retour auxdites limites doivent être payés par l'employeur sur l'île de Montréal et cette partie du territoire limitée par une ligne parallèle au contour de l'île de Montréal à dix milles de ce contour.

b) Il est aussi convenu de verser une allocation uniforme de \$2.00 par jour au lieu de frais de déplacement dans le territoire limité par la ligne de dix milles sus-mentionnée et une ligne parallèle à 15 milles du contour de l'île de Montréal.

c) Sur la même base qu'au paragraphe précédent, un taux uniforme de \$3.50 par jour sera versé dans le territoire limité par les lignes tracées respectivement à 15 et 25 milles du contour de l'île de Montréal.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 2 mai 1959.

50467-0

straight line distance) the Employer shall pay him a maximum of twenty-two dollars and fifty cents (\$22.50) per five-day working week with no additional remuneration for Saturdays and Sundays. Board allowance for part of a week, that is for one, two, three or four days, shall be calculated at a daily rate of four and one half dollars to be paid weekly, except that his allowance does not apply where employees can be accommodated at a camp arranged for by the employer, in which case the employer shall pay the cost of the accommodation provided.

An employee shall not be entitled to expense allowance or travelling expenses if he is hired at the job site.

Expense allowance shall not be deducted from an employee's pay, due to inclement weather or a statutory holiday. However, if an employee fails to report for work when work is available on the working day immediately preceding or following such bad weather days or statutory holiday, he shall forfeit expense allowance for such absenteeism and for the bad weather days or holiday. An employee shall also forfeit expense allowance for absenteeism on any working day. Forfeiture of expense allowance may be waived in either case if the reason for such absenteeism is acceptable to the employer.

XII. *Daily commuting expense:* a) When transportation is not provided by the employer daily commuting expense in excess of the regular autobus fare from the autobus line limits to a job site and return shall be paid by the employer on the Island of Montreal and within an area bounded by a line drawn parallel to the outline of the Island of Montreal and ten (10) miles from it.

b) It is also agreed to pay a flat \$2.00 per day commuting allowance in lieu of commuting expense in the area bounded by the ten mile line referred to above and a line parallel to it at 15 miles from the outline of the Island of Montreal.

c) On the same basis as "b" above, a flat rate of \$3.50 per day shall be paid in the area bounded by lines 15 and 25 miles respectively from the outline of the Island of Montreal.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, May 2, 1959.

50467-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided in article 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of

et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante à l'arrêté en conseil numéro 643-A du 26 juin 1957, concernant des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, sauf celui en vigueur dans la région de Montréal;

Les taux de salaires y mentionnés pour l'industrie de l'acier structural seront remplacés par les suivants:

INDUSTRIE DE L'ACIER STRUCTURAL

Salaires minima	Taux horaires	
	Jusqu'au 31 mars 1960	A compter du 1er avril 1960
Travailleur en fer structural (compagnon)	\$2.45	\$2.55
Soudeur (compagnon)	2.45	2.55"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 mai 1959.

50467-0

the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the Order in Council number 643-A of June 26, 1957, concerning amendments to all the decrees governing the construction industry and trades in the province except that in force in the region of Montreal:

The wage rates for the structural steel industry will be replaced by the following:

STRUCTURAL STEEL INDUSTRY

Minimum wages:	Hourly rates	
	Up to March 31, 1960	From April 1, 1960
Structural iron erector	\$2.45	\$2.55
Welder (journeyman)	2.45	2.55"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 2, 1959.

50467-0

Lettres patentes

(P.G. 10730-59)

Associated Bakery Stores Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze février 1959, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin et Arthur Yanofsky, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, cuire, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce et le négoce de toutes sortes de biscuits, pains, gâteaux, confiseries au lait et friandises, sous le nom de "Associated Bakery Stores Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 P. FRENETTE.

(P.G. 11088-59)

Barvi Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Letters Patent

(A.G. 10730-59)

Associated Bakery Stores Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1959, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin and Arthur Yanofsky, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, bake, buy, sell, import, export and otherwise deal in and with all kinds of biscuits, breads, cakes, dairy confectionery and delicatessen products, under the name of "Associated Bakery Stores Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each and 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11088-59)

Barvi Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth

du quatre mars 1959, constituant en corporation: Claude Allard, avocat, Céline Lavallée Allard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Allard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Malartic, et Julien Allard, commis, d'Amos, pour les objets suivants:

Commerce de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de "Barvi Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Barrabte, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417-o P. FRENETTE.

(P.G. 11050-59)

Benlo Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1959, constituant en corporation: Beno Lowi, agent d'immeubles, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Benjamin Robinson, et Joseph Shapiro, avocats et conseils en loi de la Reine, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements sous le nom de "Benlo Corp.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 P. FRENETTE.

(P.G. 11011-59)

Bernard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt février 1959, constituant en corporation: Raymond Lecompte, entrepreneur, Rolland Latour, commis, Rita Larivière Lecompte, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Raymond Lecompte, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Yolande Barrette Latour, ménagère, épouse commune en biens dudit Rolland Latour, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Commerce de chaussures et d'articles en cuir et de leurs accessoires, sous le nom de "Bernard Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 41, rue Du Marché, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417-o P. FRENETTE.

day of March, 1959, incorporating: Claude Allard, advocate, Céline Lavallée Allard, housewife, wife contractually separate as to property of the said Claude Allard, and duly authorized by him for these present purposes, both of Malartic, and Julien Allard, clerk, of Amos, for the following purposes:

To carry on a business dealing in building materials of all kinds, under the name of "Barvi Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Barrabte, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50417 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11050-59)

Benlo Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1959, incorporating: Beno Lowi, realtor, Ethel Yussem, secretary, fille majeure, both of Montreal, Benjamin Robinson and Joseph Shapiro, advocates and Queen's Counsels, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Benlo Corp.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11011-59)

Bernard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of February, 1959, incorporating: Raymond Lecompte, contractor, Rolland Latour, clerk, Rita Larivière Lecompte, housewife, wife contractually separate as to property of the said Raymond Lecompte, and duly authorized by him for the purposes therein, and Yolande Barrette Latour, housewife, wife common as to property of the said Rolland Latour, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

Deal in footwear, leather goods and accessories thereof, under the name of "Bernard Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 41 Du Marché, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11090-59)

Bowling Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1959, constituant en corporation: **Gérald Poirier**, notaire, **Sylvio Maisonneuve**, constructeur, tous deux de Pont-Viau, et **Paul Parissi**, rentier, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de salles de quilles (Bowling) et promouvoir le sport des quilles, sous le nom de "Bowling Laval Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 90 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 3,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5, boulevard des Laurentides, Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417-o **P. FRENETTE.**

(A.G. 11090-59)

Bowling Laval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of February, 1959, incorporating: **Gérald Poirier**, notary, **Sylvio Maisonneuve**, builder, both of Pont-Viau, and **Paul Parissi**, annuitant, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

Deal in bowling alleys, and further the sport of bowling, under the name of "Bowling Laval Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 90 common shares of a par value of \$100 each and 3,100 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5 des Laurentides Boulevard, Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11234-59)

Bray-Jamin, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mars 1959, constituant en corporation: **Taschereau Fortier**, **Hugues Lapointe**, avocats, et **Françoise Boudreault**, secrétaire, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de produits de beauté et de nouveautés, sous le nom de "Bray-Jamin, Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417-o **P. FRENETTE.**

(A.G. 11234-59)

Bray-Jamin, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1959, incorporating: **Taschereau Fortier**, **Hugues Lapointe**, advocates, and **Françoise Boudreault**, secretary, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in beauty products and in novelties under the name of "Bray-Jamin, Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50417 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10952-59)

Caravan Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1959, constituant en corporation: **Avram Harold Garmaise**, **Bennie Kelman**, comptables, **Philip Borrow**, notaire, **Jeanine-L. Fobert** et **Ellen Anne Hurley**, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Caravan Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 403, 410 rue St-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 **P. FRENETTE.**

(A.G. 10952-59)

Caravan Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1959, incorporating: **Avram Harold Garmaise**, **Bennie Kelman**, accountants, **Philip Borrow**, notary, **Jeanine-L. Fobert** and **Ellen Anne Hurley**, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Caravan Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at room 403, 410 St. Nicholas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10784-59)

Caribou Crafts Manufacturing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize février 1959, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, fournitures de maison, commerce et industrie, accessoires et nouveautés d'ameublement de toutes descriptions, sous le nom de "Caribou Crafts Manufacturing Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Les siège social de la compagnie sera à 400 ouest, rue Ontario, chambre 1205, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 P. FRENETTE.

(A.G. 10784-59)

Caribou Crafts Manufacturing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1959, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, home, commercial and industrial furnishings, appliances and furniture novelties of every description, under the name of "Caribou Crafts Manufacturing Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 400 Ontario Street West, room 1205, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11219-59)

Communauté Russe Orthodoxe de la Sainte-Trinité de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mars 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Voevodine, employé civil, Cyrille Maikapar, comptable, et Alexandre Woinovski-Krieger, ingénieur civil, tous de Québec, pour les objets suivants:

Établir et desservir une église et fournir à ses membres des services religieux, sous le nom de "Communauté Russe Orthodoxe de la Sainte-Trinité de Québec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera 830, avenue Cartier, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417-o P. FRENETTE.

(A.G. 11219-59)

Communauté Russe Orthodoxe de la Sainte-Trinité de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Voevodine, civil employee, Cyrille Maikapar, accountant, and Alexandre Woinovski-Krieger, civil engineer, all of Quebec, for the following purposes:

To establish and be in charge of a church and supply its members with religious services under the name of "Communauté Russe Orthodoxe de la Sainte-Trinité de Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at 830 Cartier Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50417 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11156-59)

Cowansville Truck Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1959, constituant en corporation: Raymond Fontaine, garagiste, Yvon Fontaine, mécanicien, et Gérard Fontaine, machiniste, tous de Cowansville, pour les objets suivants:

Commerce de garagiste, quincaillier et faire toutes les réparations d'usage dans les garages, sous le nom de "Cowansville Truck Service Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

(A.G. 11156-59)

Cowansville Truck Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February, 1959, incorporating: Raymond Fontaine, garage-keeper, Yvon Fontaine, mechanic, and Gérard Fontaine, machinist, all of Cowansville, for the following purposes:

To carry on a business as garage-keeper, hardware dealer and to do all regular repairs as carried on in garages, under the name of "Cowansville Truck Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417-o P. FRENETTE.

(P.G. 10636-59)

Crossways Industrial Park Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum, avocats, et Marilyn Denny, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs et celui d'une compagnie de placements, sous le nom de "Crossways Industrial Park Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 247 avenue Dunbar, ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 P. FRENETTE.

(P.G. 10948-59)

Firm Root Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1959, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, Bennie Kelman, comptables, Philip Borrow, notaire, Jeanine-L. Fobert, et Ellen Anne Hurley, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles sous le nom de "Firm Root Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 410 rue St-Nicholas, chambre 403, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 P. FRENETTE.

(P.G. 11117-59)

Hôpital Général de St-Lambert

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1959, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Louis-Dieudonné Pilon, médecin-chirurgien, Yvette Gaudreault Pilon, infirmière, épouse contractuellement séparée de biens dudit Dr Louis-Dieudonné Pilon, Cécile Beaulieu, hospitalière, fille majeure usant de ses droits, tous trois de Montréal, Annie Michaluck, administratrice, fille majeure usant de ses droits, de Montréal-Nord, et Dr Jacques Beaupré, médecin-chirurgien, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10636-59)

Crossways Industrial Park Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum, advocates, and Marilyn Denny, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders and the business of an investment company, under the name of "Crossways Industrial Park Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 247 Dunbar Avenue, town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10948-59)

Firm Root Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1959, incorporating: Avram Harold Garmaise, Bennie Kelman, accountants, Philip Borrow, notary, Jeanine-L. Fobert and Ellen Anne Hurley, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate, under the name of "Firm Root Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 410 St. Nicholas Street, room 403, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11117-59)

Hôpital Général de St-Lambert

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March 1959, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Louis-Dieudonné Pilon, general practitioner, Yvette Gaudreault Pilon, trained nurse, wife contractually separate as to property of the said Dr. Louis-Dieudonné Pilon, Cécile Beaulieu, hospitalier, of full age of majority making use of her rights, all three of Montreal, Annie Michaluck, executive, of full age of majority making use of her rights, of Montreal-North, and Dr. Jacques Beaupré, general practitioner, of St. Lambert, for the following purposes:

Fonder, construire, gérer et administrer un hôpital, avec dispensaire et clinique, à St-Lambert, district judiciaire de Montréal, sous le nom de "Hôpital Général de St-Lambert".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417-o P. FRENETTE.

(P.G. 10985-59)

Jean Talon Provisions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un février 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, gérant, tous deux d'Outremont, et Huguette St-Marseille, secrétaire, de l'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers en gros et détail d'épicerie, produits alimentaires, viandes, et produits d'icelles et autres articles, provisions, et marchandises y connexes, sous le nom de "Jean Talon Provisions Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 P. FRENETTE.

(P.G. 14380-58)

Larko Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit février 1959, constituant en corporation: Agnes Cogan Larkin, veuve, ménagère, Owen Leo Larkin, fils, constructeur, et Kevin Richard Larkin, étudiant, tous deux célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, et construction, sous le nom de "Larko Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50417 P. FRENETTE.

(P.G. 10969-59)

Pal-More Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1959, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, tous deux de Montréal, et David

Found, build, manage and conduct a hospital, with dispensary and clinique, at St. Lambert, judicial district of Montreal, under the name of "Hôpital Général de St-Lambert".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$5,000,000.

The head office of the corporation will be at Saint Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March 1959.

P. FRENETTE,
50417 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10985-59)

Jean Talon Provisions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, manager, both of Outremont, and Huguette St-Marseille, secretary, of Ile Perrot, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail grocers of groceries, foodstuffs, meats and meat products and all other wares, provisions, merchandise connected therewith, under the name of "Jean Talon Provisions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14380-58)

Larko Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February 1959, incorporating: Agnes Cogan Larkin, widow, housewife, Owen Leo Larkin Jr., builder, and Kevin Richard Larkin, student, both single, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land and construction company, under the name of "Larko Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE,
50417-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10969-59)

Pal-More Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1959, incorporating: Allan Marcus, advocate, Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, both of Montreal, and David Kirshenblatt,

Kirshenblatt, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme détaillant et grossiste, négociant, importateur et exportateur en aliments et produits alimentaires, épicerie, provisions et marchandises connexes; et faire le commerce général de la même manière dans les menus articles, nouveautés, tricots, textiles, produits et sous-produits d'iceux de toutes sortes, sous le nom de "Pal-More Industries Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant.

50417

P. FRENETTE.

(P.G. 10957-59)

Rainbow Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1959, constituant en corporation: Avram Harold Garmaise, Bennie Kelman, comptables; Philip Borrow, notaire, Jeanine-L. Fobert et Ellen Anne Hurley, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Rainbow Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 403, 410 rue St-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant.

50417

P. FRENETTE.

advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as a retailer, wholesaler, jobber and to import and export and generally deal in food, food products, groceries, provisions and allied products; and to carry on business and to deal generally in the same manner in small wares, novelties, knitwear, textiles, textile products and by-products of all kinds, under the name of "Pal-More Industries Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE.

50417-o

Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10957-59)

Rainbow Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1959, incorporating: Avram Harold Garmaise, Bennie Kelman, accountants, Philip Borrow, notary, Jeanine-L. Fobert and Ellen Anne Hurley, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Rainbow Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at room 403, 410 St. Nicholas Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1959.

P. FRENETTE.

50417-o

Acting Deputy Attorney General.

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 121, en date du 12 mars 1959, M. Robert E. Morrow, avocat et membre du Barreau de la province, résidant à Saint-Bruno, comté de Chambly, et pratiquant comme tel dans la cité de Montréal, conseil en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-sept avril 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

50417-o

JEAN BRUCHÉSI.

Appointment

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order-in-Council number 121, under date of March 12, 1959, Mr. Robert E. Morrow, advocate and member of the Provincial Bar, residing at Saint-Bruno, county of Chambly, and practising as such in the city of Montreal, Queen's Council.

Given at the office of the Provincial Secretary April twenty-seventh, 1959.

JEAN BRUCHÉSI,

50417

Under Secretary of the Province.

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de Bois de Pulpe de la Gaspésie".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Bois de Pulpe de la Gaspésie", publié dans la *Gazette officielle* du 31 mai 1958, est amendé comme suit:

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE OF AMENDMENTS

"The Gaspesia Pulpwood Producers' joint plan"

The notice of sanction of the "Gaspesia Pulpwood Producers' Joint Plan", published in the *Official Gazette* of May 31st, 1958, is amended as follows:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 24 avril 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50448-o

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de Bois de Pulpe du Nord-Ouest Québécois".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Bois de Pulpe du Nord-Ouest Québécois", publié dans la *Gazette officielle* du 18 janvier 1958, est amendé comme suit:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 24 avril 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50448-o

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de Bois de pulpe de Rimouski-Matapédia".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Bois de Pulpe de Rimouski-Matapédia", publié dans la *Gazette officielle* du 12 juillet 1958, est amendé comme suit:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 24 avril 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50448-o

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de bois du Témiscamingue".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Bois du Témiscamingue", publié dans la *Gazette officielle* du 31 octobre 1958, est amendé comme suit:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, April 24th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50448-o

NOTICE OF AMENDMENTS

"The Quebec North-West Pulpwood Producers' joint plan".

The notice of sanction of the "Quebec North-West Pulpwood Producers' joint plan", published in the *Official Gazette* of January 18th, 1958, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, April 24th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50448-o

NOTICE OF AMENDMENTS

"The Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' joint plan".

The notice of sanction of the "Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' joint plan", published in the *Official Gazette* of July 12th, 1958, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, April 24th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50448-o

NOTICE OF AMENDMENTS

"The Temiscamingue Pulpwood Producers' joint plan".

The notice of sanction of the "Temiscamingue Pulpwood Producers' joint plan", published in the *Official Gazette* of October 31st, 1958, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to

qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 24 avril 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50448-o

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de Tabac Jaune du Québec".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Tabac Jaune du Québec", publié dans la *Gazette officielle* du 21 juin 1958, est amendé comme suit:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 24 avril 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50448-o

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de Sucre et de Sirop d'Érable de Québec-Sud".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Sucre et de Sirop d'Érable de Québec-Sud", publié dans la *Gazette officielle* du 22 mars 1958, est amendé comme suit:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 24 avril 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50448-o

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de Tomates du Québec".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Tomates du Québec", publié dans la *Gazette officielle* du 31 mai 1958, est amendé comme suit:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 24 avril 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

50448-o

it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, April 24th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50448-o

NOTICE OF AMENDMENTS

"The Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' joint plan".

The notice of sanction of the "Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' joint plan", published in the *Official Gazette* of June 21st, 1958, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, April 24th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50448-o

NOTICE OF AMENDMENTS

"The Quebec-South Maple Sugar and Syrup Producers' joint plan".

The notice of sanction of the "Quebec-South Maple Sugar and Syrup Producers' joint plan", published in the *Official Gazette* of March 22nd, 1958, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, April 24th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50448-o

NOTICE OF AMENDMENTS

"The Quebec Tomato Growers' joint plan".

The notice of sanction of the "Quebec Tomato Growers' joint plan", published in the *Official Gazette* of May 31st, 1958, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, April 24th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

50448-o

Sièges sociaux

Head Offices

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL

Prenez avis que "La Compagnie de Publication l'Élan Ltée" incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec le 11 novembre 1958 a établi son bureau principal au N° 5 rue Corbeil à Pont-Viau, province de Québec.

En foi de quoi, j'ai signé à Montréal, ce onzième jour de novembre 1958.

Le Secrétaire,
PAUL L'HEUREUX.

50425-o

BARVI LIMITÉE

Avis est donné que la compagnie "Barvi Limitée" constituée en corporation le 4 mars 1959 et ayant son siège social à Barraute, a établi son bureau au rang 3, lot 40, Barraute.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Barraute, ce quinzième jour d'avril 1959.

Le Secrétaire,
CLAUDE ALLARD.

50426-o

RENÉ T. LECLERC Co.

Avis de la situation du siège social

Avis est, par les présentes donné que "René T. Leclerc Co.", une Compagnie dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes émises en date du 27ième jour de juillet 1956, telles qu'amendées par lettres patentes supplémentaires émises en date des 11ième jour d'août 1958 et 12ième jour de mars 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, y a établi son bureau à 132 ouest, rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22ième jour d'avril 1959.

(Seau) La Secrétaire,
ALINE COUSINEAU.

50427-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "T. H. Taylor Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 29e jour de juin 1951, et ayant son siège social à Montréal, l'a transporté de 1466 rue Drummond, Montréal à 1454 rue Drummond, Montréal.

Daté le 24 avril 1959.

Le Président,
GORDON BARKSHIRE.

50428

Avis est donné que la compagnie "Terminus Maritime Inc.— Maritime Terminals Inc." constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec en date du 14 avril 1958 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 126, de la rue St-Pierre, à Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 24ème jour d'avril 1959.

Le Président,
LÉOPOLD LANGLOIS.

50429-o

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Take notice that "La Compagnie de Publication l'Élan Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, November 11, 1958, has established its head office at No. 5 Corbeil Street, at Pont-Viau, Province of Quebec.

In witness whereof, I have signed at Montreal, this eleventh day of November 1958.

PAUL L'HEUREUX,
Secretary.

50425

BARVI LIMITÉE

Notice is given that the company "Barvi Limitée" incorporated on March 4th 1959 and having its head office at Barraute, has established its head office at range 3, lot 40, Barraute.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Barraute, this fifteenth day of April 1959.

CLAUDE ALLARD,
Secretary.

50426-o

RENÉ T. LECLERC Co.

Notice of situation of head office

Notice is hereby given that "René T. Leclerc Co.", a company duly incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent issued under date of the 27th day of July, 1956, as amended by supplementary letters patent issued under date of the 11th day of August, 1958 and the 12th day of March, 1959, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has therein established its office at 132 St-James Street, West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of April, 1959.

(Seal) ALINE COUSINEAU,
Secretary.

50427

Notice is hereby given that "T. H. Taylor Co. Ltd." incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 29th day of June, 1951, and having its head office in Montreal, has moved from 1466 Drummond Street, Montreal, to 1454 Drummond Street, Montreal.

Dated 24th April, 1959.

GORDON BARKSHIRE,
President.

50428-o

Notice is hereby given that the company "Terminus Maritime Inc.— Maritime Terminals Inc." incorporated under the Quebec Companies' Act dated the fourteenth day of April 1958 and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 126 St. Peter Street, in Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 24th day of April 1959.

LÉOPOLD LANGLOIS,
President.

50429-o

L. N. & J. E. NOISEUX LIMITÉE

Avis est donné que "L. N. & J. E. Noiseux Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec en date du 15 janvier 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 2480 ouest, rue Notre-Dame, dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24 avril 1959.

Le Président,
JULES NOISEUX.

50430-o

L. N. & J. E. NOISEUX LIMITÉE

Notice is hereby given that "L. N. & J. E. Noiseux Limitée" incorporated by letters patent under the provisions of the Quebec Companies' Act on the 15th day of January 1959 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 2480 Notre-Dame Street west, in the said city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 24th day of April 1959.

JULES NOISEUX,
President.

50430-o

(P.G. 50259-53)

THE H. S. BEANE GLOVE COMPANY LIMITED

Règlement douze

Augmentation du nombre de directeurs.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme suit:

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de quatre à cinq:

2° L'article 1 du règlement trois est, par les présentes, amendé en rayant le mot "quatre" et en y substituant le mot "cinq".

Je, le soussigné Secrétaire de "The H. S. Beane Glove Company Limited", certifie, par les présentes, sous le sceau de la compagnie que le précédent est une copie véritable et authentique du règlement douze dûment décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée du bureau de direction de la compagnie tenue le 24e jour de février 1959, et par la suite, sanctionné par au moins les deux tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée et tenue le même jour.

Daté à Pittsburg, Pensylvanie, ce 25e jour de février 1959.

(Sceau)
50438

Le Secrétaire,
EDWARD H. SCHOYER.

Dans l'affaire de:
LAM INVESTMENTS LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lam Investments Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 24e jour de décembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 5400 rue Hochelaga, Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 27e jour d'avril 1959.

(Sceau)
50439

Le Président,
SYDNEY CAPLAN.

(P.G. 10025-56)

ASSOCIATION SOCIALE ET SPORTIVE UAP INC.

Avis de situation du siège social

Avis est donné par les présentes que l'"Association Sociale et Sportive UAP Inc." constituée

(A.G. 50259-53)

THE H. S. BEANE GLOVE COMPANY LIMITED

By-law twelve

Increasing Directors.

Be it and it is hereby enacted as follows.

1. The number of Directors of the company is hereby increased from four to five;

2. Article 1 of By-law three is hereby amended by deleting the word "four" and substituting therefor the word "five".

I, the undersigned Secretary of "The H. S. Beane Glove Company Limited", hereby certify under the seal of the company that the foregoing is a true and correct copy of By-law twelve duly enacted by the Directors of the company at a meeting of the board of Directors of the company held on the 24th day of February 1959, and thereafter sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a Special General Meeting of shareholders called and held on the same date.

Dated at Pittsburg, Pensylvania, this 25th day of February, 1959.

(Seal)
50438-o

EDWARD H. SCHOYER,
Secretary.

In the matter of:
LAM INVESTMENTS LTD.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Lam Investments Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 24th day of December 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 5400 Hochelaga Street, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 27th day of April, 1959.

(Seal)
50439-o

SYDNEY CAPLAN,
President.

(A.G. 10025-56)

ASSOCIATION SOCIALE ET SPORTIVE UAP INC.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that the "Association Sociale et Sportive UAP Inc." constituted as a

en corporation par lettres patentes émises le 13^{ième} jour de janvier 1956, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau dans ladite cité au numéro 3075 est, rue Notre-Dame, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par l'Association comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20^{ième} jour de juin 1956.

50458-o Le Secrétaire,
ROBERT SINGLER.

corporation by letters patent issued the thirteenth day of January 1956, and having its head office in the city of Montreal, has established its office in the said city at number 3075 Notre-Dame Street, East, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Association as being its head office.

Given at Montreal, this twentieth day of June 1956.

50458 ROBERT SINGLER,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "La Plomberie André Inc.—André Plumbing & Heating Inc.", constituée en corporation le 26 février 1959 a établi son bureau au numéro 1485 de la rue Ste-Rose à Montréal, et qu'à compter de ce jour, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Montréal, le 18 avril 1959.

50459-o Le président,
J. B. BERTHIAUME.

Notice is given that the company "La Plomberie André Inc.—André Plumbing & Heating Inc.", incorporated on February 26, 1959, has established its office at number 1485 Ste-Rose Street, Montreal, and that from and after this day, the said office is considered by the company, as being its head office.

Montreal, April 18, 1959.

50459 J. B. BERTHIAUME,
President.

COLLÈGE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES
de la province de Québec

Extrait du livre des délibérations du Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins Vétérinaires de la province de Québec.

Assemblée du Bureau des Gouverneurs du Collège des Médecins Vétérinaires de la province de Québec tenue à Québec, dans le salon B du Château Frontenac, le 2 novembre 1957.

item 15, page 23

"Siège Social du Collège"

Pour répondre aux dictées de l'Article 4, Section II, du Statut des Médecins Vétérinaires qui dit: "1. le Collège doit maintenir dans la province de Québec, un bureau d'affaires, sous la direction du secrétaire et 2. le Collège décide, par résolution publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* l'endroit de ce bureau d'affaires", le secrétaire demande qu'une telle résolution soit votée. Il en fait lui-même la proposition, le Dr J.-Édouard Roy le seconde et il est décidé à l'unanimité que le bureau d'affaires soit fixé à 570 rue Bourassa, St-Hyacinthe, P.Q."

Copie authentique.

Le 25 avril 1959.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
50460-o LAURENT CHOQUETTE.

COLLEGE OF VETERINARY SURGEONS
of the Province of Quebec

Excerpt from the book of deliberations of the board of Governors of the College of Veterinary Surgeons of the Province of Quebec.

Meeting of the board of Governors of the College of Veterinary Surgeons of the Province of Quebec held at Quebec, in the Salon B of the Château Frontenac, on November 2, 1957.

Item 15, page 23

"Head Office of the College"

In reply to version of Article 4, section II, of the Statute of Veterinary Surgeons, which says: "1. The College shall maintain in the Province of Quebec, a business office, under the direction of the Secretary and 2. The College decides, by resolution published in the *Quebec Official Gazette*, the place of this business office", the Secretary requests that such a resolution be voted. He, himself, propose it, Dr. J.-Édouard Roy seconds the motion, and it is unanimously decided that the business office be fixed at 570 Bourassa Street, St-Hyacinthe, P.Q."

True copy.

April 25, 1959.
(Seal) LAURENT CHOQUETTE,
50460 Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Chambertin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, le 18^e jour de septembre 1958, a transporté son siège social et principale place d'affaires à suite 301, 3448 rue Peel, Montréal, Québec.

Montréal, 27 avril 1959.

50461 Le Secrétaire,
(Signé) ALBERT FORTE.

Notice is hereby given that "Chambertin Inc.", incorporated by letters patent on the 18th day of September, 1958, has changed its head office and principal place of business to Suite 301, 3448 Peel Street, Montreal, Quebec.

Montreal, April 27th, 1959.

50461-o (Signed) ALBERT FORTE,
Secretary.

QUEBEC PIPE PROTECTION LTD.
LA PROTECTION DE TUYAUTERIE QUÉBEC LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quebec Pipe Protection Ltd.—La Protection de Tuyauterie Québec Ltée", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 6^e jour de février 1959,

QUEBEC PIPE PROTECTION LTD.
LA PROTECTION DE TUYAUTERIE QUÉBEC LTÉE

Notice is hereby given that "Quebec Pipe Protection Ltd.—La Protection de Tuyauterie Québec Ltée", a company incorporated by letters patent of the Province of Quebec issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 6th day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, Province

et ayant son siège social en la cité de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 355 ouest, rue St-Jacques.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 29^e jour d'avril 1959.

50462

Le Secrétaire,
Mme J. M. FORBES.

of Quebec, has established its office at 355 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 29th day of April, 1959.

50462-o

Mrs. J. M. FORBES,
Secretary.

QUEBEC PIPELINE CONSTRUCTION LTD.
CONSTRUCTION DE PIPELINES QUÉBEC LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quebec Pipeline Construction Ltd.—Construction de Pipelines Québec Ltée", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 6^e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 355 ouest, rue St-Jacques.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 29^e jour d'avril 1959.

50463

Le Secrétaire,
Mme J. M. FORBES.

QUEBEC PIPELINE CONSTRUCTION LTD.
CONSTRUCTION DE PIPELINES QUÉBEC LTÉE

Notice is hereby given that "Quebec Pipeline Construction Ltd.—Construction de Pipelines Québec Ltée", a company incorporated by letters patent of the Province of Quebec issued under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 6th day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 355 St. James Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Quebec, this 29th day of April, 1959.

50463-o

Mrs. J. M. FORBES,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

CITÉ DE BEAUHARNOIS (Comté de Beauharnois)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Isai Daoust, greffier, Hôtel de Ville, Beauharnois, comté de Beauharnois, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 19 mai 1959, pour l'achat de \$100,000 d'obligations de la cité de Beauharnois, comté de Beauharnois, datées du 1^{er} juin 1959 et remboursables par séries du 1^{er} juin 1960 au 1^{er} juin 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1^{er} juin et 1^{er} décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Troisième tranche du règlement N° 226 au montant total de \$910,000 — \$100,000 — travaux de voirie, achat d'équipement, travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1^{er} juin 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1 ^{er} juin 1960	\$3,000.00
1 ^{er} juin 1961	3,000.00
1 ^{er} juin 1962	3,000.00
1 ^{er} juin 1963	3,500.00
1 ^{er} juin 1964	3,500.00
1 ^{er} juin 1965	3,500.00
1 ^{er} juin 1966	4,000.00
1 ^{er} juin 1967	4,000.00
1 ^{er} juin 1968	4,500.00

Tenders

Province of Quebec

CITY OF BEAUHARNOIS (County of Beauharnois)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Isai Daoust, city clerk, City Hall, Beauharnois, county of Beauharnois, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, May 19, 1959, for the purchase of an issue of \$100,000 bonds for the city of Beauharnois, county of Beauharnois, dated June 1st, 1959, and redeemable serially from June 1st, 1960 to June 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Third instalment of by-law No. 226 for the total amount of \$910,000.00 — \$100,000.00 — work on roads, purchase of equipment, work on aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1960	\$3,000.00
June 1st, 1961	3,000.00
June 1st, 1962	3,000.00
June 1st, 1963	3,500.00
June 1st, 1964	3,500.00
June 1st, 1965	3,500.00
June 1st, 1966	4,000.00
June 1st, 1967	4,000.00
June 1st, 1968	4,500.00

1er juin 1969	5,000.00
1er juin 1970	5,000.00
1er juin 1971	5,500.00
1er juin 1972	5,500.00
1er juin 1973	5,500.00
1er juin 1974	6,000.00
1er juin 1975	6,500.00
1er juin 1976	7,000.00
1er juin 1977	7,000.00
1er juin 1978	7,500.00
1er juin 1979	7,500.00

June 1st, 1969	5,000.00
June 1st, 1970	5,000.00
June 1st, 1971	5,500.00
June 1st, 1972	5,500.00
June 1st, 1973	5,500.00
June 1st, 1974	6,000.00
June 1st, 1975	6,500.00
June 1st, 1976	7,000.00
June 1st, 1977	7,000.00
June 1st, 1978	7,500.00
June 1st, 1979	7,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauharnois.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mai 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Beauharnois, comté de Beauharnois.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beauharnois, (comté de Beauharnois), ce 27 avril 1959.

Le greffier,
ISAI DAOUST.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 530,
Beauharnois, P.Q.

Téléphone CORvette 8-3131. 50441-o

Province de Québec

VILLE DE DUVERNAY
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 2,795 Boulevard Lévesque, Duvernay, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 19 mai 1959, pour l'achat de \$543,500.00 d'obligations de la ville de Duvernay, comté de Laval, datées du 1er juin 1959 et remboursables par séries du 1er juin 1960 au 1er juin 1979 inclusive-

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauharnois.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 19, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Beauharnois, county of Beauharnois.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beauharnois, (County of Beauharnois) April 27, 1959.

ISAI DAOUST,
Secretary-Treasurer.

Postal address: City Hall, P.O.B. 530,
Beauharnois, P.Q.

Téléphone: CORvette 8-3131. 50441

Province of Quebec

TOWN OF DUVERNAY
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, Secretary-Treasurer, City Hall, 2,795 Lévesque Boulevard, Duvernay, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, May 19, 1959, for the purchase of an issue of \$543,500.00 of bonds for the town of Duvernay, county of Laval, dated June 1st, 1959, and redeemable serially from June 1st, 1960 to June 1st, 1979 inclusively.

ment, avec intérêt à un taux non inférieur à $4\frac{1}{2}\%$ ni supérieur à $5\frac{1}{2}\%$ par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 303 — \$78,000.00, travaux de pavages; 304 — \$51,000.00, travaux d'aqueduc et d'égouts; 309 — \$46,500.00, aqueduc et égouts; 311 — \$91,000.00, aqueduc et égouts; 313 — \$28,500.00, système d'éclairage; 337 — \$52,000.00, aqueduc et égouts; 345 — \$118,500.00, aqueduc et égouts; 349 — \$11,000.00, acquisition de terrains; 351 — \$32,300.00, aqueduc et égouts; 352 — \$1,700.00, acquisition de terrain; et 354 — \$33,000.00, aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$543,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1960	\$15,500.00
1er juin 1961	16,000.00
1er juin 1962	17,000.00
1er juin 1963	18,000.00
1er juin 1964	20,000.00
1er juin 1965	22,000.00
1er juin 1966	22,000.00
1er juin 1967	22,000.00
1er juin 1968	23,000.00
1er juin 1969	25,000.00
1er juin 1970	24,000.00
1er juin 1971	30,000.00
1er juin 1972	30,000.00
1er juin 1973	30,000.00
1er juin 1974	31,000.00
1er juin 1975	37,000.00
1er juin 1976	38,000.00
1er juin 1977	40,000.00
1er juin 1978	41,000.00
1er juin 1979	42,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

with interest at a rate not less than $4\frac{1}{2}\%$ nor more than $5\frac{1}{2}\%$ per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos 303 — \$78,000.00, work on pavements; 304 — \$51,000.00, work on aqueduct and sewers; 309 — \$46,500.00, aqueduct and sewers; 311 — \$91,000.00, aqueduct and sewers; 313 — \$28,500.00, lighting system; 337 — \$52,000.00, aqueduct and sewers; 345 — \$118,500.00, aqueduct and sewers; 349 — \$11,000.00, acquisition of grounds; 351 — \$32,300.00, aqueduct and sewers; 352 — \$1,700.00, acquisition of ground; and 354 — \$33,000.00, aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$543,500.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1960	\$15,500.00
June 1st, 1961	16,000.00
June 1st, 1962	17,000.00
June 1st, 1963	18,000.00
June 1st, 1964	20,000.00
June 1st, 1965	22,000.00
June 1st, 1966	22,000.00
June 1st, 1967	22,000.00
June 1st, 1968	23,000.00
June 1st, 1969	25,000.00
June 1st, 1970	24,000.00
June 1st, 1971	30,000.00
June 1st, 1972	30,000.00
June 1st, 1973	30,000.00
June 1st, 1974	31,000.00
June 1st, 1975	37,000.00
June 1st, 1976	38,000.00
June 1st, 1977	40,000.00
June 1st, 1978	41,000.00
June 1st, 1979	42,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mai 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 2,795 Boulevard Lévesque, Duvernay, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duvernay, (Comté de Laval), ce 27 avril 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Hôtel de Ville, 2,795 Boulevard Lévesque,

Duvernay, (Laval), P.Q.

Téléphone: MO-9-7549.

50442-0

Province de Québec

CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 19 mai 1959, pour l'achat de \$321,500.00 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er avril 1959, et remboursables par séries du 1er avril 1960 au 1er avril 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux de 5% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

Règlement d'emprunt Nos 318 — \$192,000.00, construction d'aqueduc, d'égouts et autres fins; et 322 — \$129,500.00, travaux d'égouts et d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$321,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1960.....	\$ 9,500.00
1er avril 1961.....	10,000.00
1er avril 1962.....	10,500.00
1er avril 1963.....	11,000.00
1er avril 1964.....	11,500.00
1er avril 1965.....	12,500.00
1er avril 1966.....	13,000.00
1er avril 1967.....	13,500.00
1er avril 1968.....	14,000.00
1er avril 1969.....	15,000.00
1er avril 1970.....	16,000.00
1er avril 1971.....	16,500.00
1er avril 1972.....	17,500.00
1er avril 1973.....	18,500.00
1er avril 1974.....	19,500.00
1er avril 1975.....	20,500.00
1er avril 1976.....	21,500.00
1er avril 1977.....	22,500.00
1er avril 1978.....	23,500.00
1er avril 1979.....	25,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, May 19, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 2,795 Lévesque Boulevard, Duvernay, county of Laval.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duvernay, (County of Laval), April 27, 1959.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 2,795 Lévesque Boulevard,

Duvernay, (Laval), P.Q.

Téléphone: MO-9-7549.

50442

Province of Quebec

CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, City Clerk, City Hall, 87 Principal Street, Granby, county of Shefford, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, May 19, 1959, for the purchase of an issue of \$321,500.00 of bonds for the city of Granby, county of Shefford, dated April 1st, 1959, and redeemable serially from April 1st, 1960 to April 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year.

Loan by-laws Nos 318 — \$192,000.00, construction of aqueduct, sewers and for other purposes; and 322 — \$129,500.00, work on sewers and aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$321,500.00 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1960.....	\$ 9,500.00
April 1st, 1961.....	10,000.00
April 1st, 1962.....	10,500.00
April 1st, 1963.....	11,000.00
April 1st, 1964.....	11,500.00
April 1st, 1965.....	12,500.00
April 1st, 1966.....	13,000.00
April 1st, 1967.....	13,500.00
April 1st, 1968.....	14,000.00
April 1st, 1969.....	15,000.00
April 1st, 1970.....	16,000.00
April 1st, 1971.....	16,500.00
April 1st, 1972.....	17,500.00
April 1st, 1973.....	18,500.00
April 1st, 1974.....	19,500.00
April 1st, 1975.....	20,500.00
April 1st, 1976.....	21,500.00
April 1st, 1977.....	22,500.00
April 1st, 1978.....	23,500.00
April 1st, 1979.....	25,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er avril 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er avril 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er avril 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 mai 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 87 rue Principale, Granby, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 29 avril 1959.

Le Greffier,

DONAT BROUSSEAU.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, C.P. 37,

87, rue Principale,

Granby, (Shefford), P.Q.

Téléphone: FRontenac 2-2862.

50464-0

Province de Québec

CITÉ DE JONQUIÈRE

(Comté de Jonquière-Kénogami)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné Lionel Harvey, greffier, Hôtel de Ville, Jonquière, jusqu'à 3.30 heures de l'après-midi, mercredi, le 20 mai 1959, pour l'achat de \$312,500.00 d'obligations de la cité de Jonquière, comté de Jonquière-Kénogami, datées du 1er juin 1959 et remboursables par séries du 1er juin 1960 au 1er juin 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: 386, tel que modifié — \$22,500.00, travaux de voirie; 421: — \$25,000.00 — travaux d'aqueduc, d'égouts, de voirie et d'électricité; 430: \$120,000.00 — travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie; et résolution en date du 20 avril 1959: \$145,000.00 — travaux de voirie, d'égouts, d'aqueduc et d'électricité.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$312,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1960	\$11,500.00
1er juin 1961	12,000.00
1er juin 1962	13,000.00
1er juin 1963	13,500.00
1er juin 1964	14,000.00
1er juin 1965	15,000.00
1er juin 1966	16,000.00
1er juin 1967	16,500.00

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to April 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to April 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to April 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 19, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 87 Principal Street, Granby, county of Shefford.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), April 29, 1959.

DONAT BROUSSEAU,

City Clerk.

Postal address:

City Hall, P.O.B. 37,

87 Principal Street,

Granby, (Shefford), P.Q.

Téléphone: FRontenac 2-2862.

50464

Province of Quebec

CITY OF JONQUIÈRE

(County of Jonquière-Kenogami)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Lionel Harvey, city clerk, city Hall, Jonquière, until 3.30 o'clock p.m., Wednesday, May 20, 1959, for the purchase of an issue of \$312,500.00 of bonds for the city of Jonquière, county of Jonquière-Kenogami, dated June 1st, 1959, and redeemable serially from June 1st, 1960 to June 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 386, as amended — \$22,500.00, work on roads; 421 — \$25,000.00, work on aqueduct, sewers, roads and electricity; 430 — \$120,000.00, work on sewers, aqueduct and roads; and resolution dated April 20, 1959 — \$145,000.00, work on roads, sewers, aqueduct and electricity.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from June 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$312,500.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1960	\$11,500.00
June 1st, 1961	12,000.00
June 1st, 1962	13,000.00
June 1st, 1963	13,500.00
June 1st, 1964	14,000.00
June 1st, 1965	15,000.00
June 1st, 1966	16,000.00
June 1st, 1967	16,500.00

1er juin 1968	17,500.00	June 1st, 1968	17,500.00
1er juin 1969	18,500.00	June 1st, 1969	18,500.00
1er juin 1970	13,000.00	June 1st, 1970	13,000.00
1er juin 1971	13,500.00	June 1st, 1971	13,500.00
1er juin 1972	14,500.00	June 1st, 1972	14,500.00
1er juin 1973	15,000.00	June 1st, 1973	15,000.00
1er juin 1974	16,000.00	June 1st, 1974	16,000.00
1er juin 1975	17,000.00	June 1st, 1975	17,000.00
1er juin 1976	17,500.00	June 1st, 1976	17,500.00
1er juin 1977	18,500.00	June 1st, 1977	18,500.00
1er juin 1978	19,500.00	June 1st, 1978	19,500.00
1er juin 1979	20,500.00	June 1st, 1979	20,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le premier offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 20 mai 1959, à 3.30 heures de l'après-midi, en l'Hôtel de Ville, Jonquière, comté de Jonquière-Kénogami.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, (Comté de Jonquière-Kénogami), ce 29 avril 1959.

Le Greffier,
LIONEL HARVEY.

Adresse postale: Hôtel de Ville, C.P. 30,
Jonquière, (Jonquière-Kénogami), P.Q.
Téléphone: Liberté 2-6363. 50465-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1969, inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 20, 1959, at 3.30 o'clock p.m., at the City Hall, Jonquière, county of Jonquière-Kénogami.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, (County of Jonquière-Kénogami), April 29, 1959.

LIONEL HARVEY,
City Clerk.

Postal address: City Hall, P.O.B. 30,
Jonquière, (Jonquière-Kénogami), P. Q.
Téléphone: Liberté 2-6363. 50465

Département des Mines

Province de Québec

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

Conformément aux articles 50, 51, 51A et suivants de la Loi des Mines de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 196) tels qu'amendés par 3-4 Elizabeth II, ch. 38, avis est présentement donné aux détenteurs de droits de mine sur les terrains ci-dessous mentionnés, qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date du présent avis, le

Department of Mines

Province of Quebec

NOTICE OF REVOCATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to sections 50, 51, 51A and following of the Quebec Mining Act (R.S.Q. 1941, ch. 196) as amended by 3-4 Elizabeth II, ch. 38, notice is hereby given to the holders of mining rights on the parcels of land here under listed that after a delay of ninety days from the date of the present notice, the Minister of Mines will

Ministre des Mines, recommandera au Lieutenant-gouverneur en conseil la révocation quant aux droits de mine de ces terrains, si l'exploitation d'iceux est demeurée inactive durant les vingt et une années qui ont suivi le 1er mars 1934, à savoir:

Dans le canton de Potton

Range VII, lots 25, 26, 27, 28;

Dans le canton de Lingwick

Range X, lot 25A;

Dans le canton de Wakefield

Range VI, lot 24;
Range VII, lots 27A, 27B, 28 et 29A;
Range VIII, lot 25;

Dans le canton de Chester

Range I, lots 10, 11, 12, 13;
Range II, lots 10, 11, 13;

Dans le canton de Stukely

Range X, lots 23 et 24.
Québec, le 10 avril 1959.

50362-17-2-o

Le Sous-ministre,
A. O. DUFRESNE.

AVIS DE RÉVOCATION
DE CONCESSIONS MINIÈRES

Vu l'article 50 de la loi des Mines de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 196), imposant une taxe de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au Lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'arrérages de cette taxe sont dus.

Avis est donné que les concessions minières dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication dudit avis ne sont pas payés.

Liste des concessions:

1° Lot 1, rang II, du canton de Guigues, bloc B, du rang I, du canton de Duhamel, bloc D, lot en eau profonde en front des deux précédents, district électoral de Témiscamingue, (200½ acres) concédée à Robert G. Leckie le 5 octobre 1880, dont le bloc B, du rang I, du canton de Duhamel a été vendu à Me Donat Goulet, le 7 mars 1935.

2° La partie sud de la partie nord du lot 10, du rang VII, du canton d'Onslow, district électoral de Pontiac (47 acres), concédée à J. A. Latimer, le 12 mai 1916, suivie de lettres patentes émises le 30 mai 1916, au nom du concessionnaire précité.

3° La partie nord de la partie nord du lot 10, du rang VII, du canton d'Onslow, district électoral de Pontiac (100 acres), concédée à P. B. Moyle, le 8 novembre 1916, suivie de lettres patentes émises le 13 décembre 1916, au nom du concessionnaire précité.

4° La ½ est du lot 16, du rang V, du canton de Cox, district électoral de Bonaventure, (49 acres), concédée à Edmond Tozer, le 21 août 1923, suivie de lettres patentes émises le 13 juillet 1925, au nom du concessionnaire précité.
Québec, le 16 mars 1959.

50363-17-4-o

Le Sous-ministre des Mines,
A. O. DUFRESNE.

recommended to the Lieutenant-Governor in Council the revocation of the mining rights on these concessions of land, the working of which has remained inactive during the twenty-one years following the first of March 1934, to wit:

In Potton Township

Range VII, lots 25, 26, 27, 28;

In Lingwick Township

Range X, lot 25A;

In Wakefield Township

Range VI, lot 24;
Range VII, lots 27A, 27B, 28 and 29A;
Range VIII, lot 25;

In Chester Township

Range I, lots 10, 11, 12, 13;
Range II, lots 10, 11, 13;

In Stukely Township

Range X, lots 23 and 24.
Quebec, April 10, 1959.

50362-17-2-o

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister.

NOTICE OF CANCELLATION
OF MINING CONCESSIONS

Considering section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196), imposing an annual tax of ten cents per acre upon unworked mining concessions, and giving the Lieutenant-Governor in Council the power to cancel letters patent for concessions on which two years' arrears are due.

Notice is hereby given that mining concessions hereinafter listed will revert to the Crown and the letters patent shall be annulled if, within six months of the first publication of the present notice, the taxes in arrears and the costs of publication remain unpaid.

List of concessions:

1. Lot 1, range II, township of Guigues, block B, range I, township of Duhamel, block D, water lot situated opposite the above two lots, electoral district of Témiscamingue (200½ acres) conceded to Robert G. Leckie on the 5th of October, 1880, of which block B, range I, township of Duhamel was sold to Mr Donat Goulet on the 7th of March 1935.

2. The south part of the north part of lot 10, range VII, township of Onslow, electoral district of Pontiac (47 acres) conceded to J. A. Latimer on the 12th of May, 1916, patented to the same on the 30th of May, 1916.

3. The north part of the north part of the lot 10, range VII, township of Onslow, electoral district of Pontiac (100 acres) conceded to P. B. Moyle on the 8th of November, 1916, patented to the same on the 13th of December, 1916.

4. The east half part of the lot 16, range V, township of Bonaventure (49 acres) conceded to Edmond Tozer on the 21st August, 1923, patented to the same on the 13th of December, 1925.

Quebec, March 16th, 1959.

50363-17-4-o

A. O. DUFRESNE,
Deputy Minister of Mines.

Ventes — Loi de faillite

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 5363-F. Dans la Cour Supérieure (En matière de Faillite). Dans l'affaire de: Elphège Tremblay, agent vendeur, 1817, 1ère avenue, Limoilou, Québec, P.Q.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 5363-F. In the Superior Court (In Bankruptcy). In the matter of: Elphège Tremblay, agent, 1817, 1st Avenue, Limoilou, Quebec, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

AUCTION SALE

Avis est par les présentes donné que SAMEDI le VINGT-TROIS MAI, 1959, à ONZE heures et TRENTE a.m., sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de St-Irénée, Comté de Charlevoix, P.Q., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Notice is hereby given that on SATURDAY, MAY TWENTY-THREE, 1959, at ELEVEN THIRTY o'clock a.m., will be sold by public auction at the door church of the parish of St-Irénée, County of Charlevoix, P.Q., the immoveable property as follow:

1° Un terrain ou lopin de terre situé en la paroisse de St-Irénée en la concession St-Thomas, faisant partie du lot numéro soixante et douze (72) du cadastre officiel de la paroisse de St-Irénée, contenant environ quarante-neuf, pieds de profondeur, plus ou moins, borné au nord à Arsène Girard, au sud par le vieux chemin joignant à l'est Thaddé Gauthier ou ses représentants et à l'ouest à Patrice Gaudreault, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

1. A piece of land located in the parish of St-Irénée, in the concession of St-Thomas, being part of lot number seventy-two (72) of the official cadastre for the parish of St-Irénée, measuring about forty-nine feet in width by eighty feet in depth, more or less, bounded to the north to Arsène Girard, to the south by the old road joining to the east Thaddé Gauthier or his representatives and to the west to Patrice Gaudreault, with buildings thereon erected circumstances and dependances.

2° Un certain terrain ou emplacement situé dans le même rang St-Thomas, susdite paroisse de St-Irénée, faisant partie du lot numéro soixante et dix-neuf (79) du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Irénée et borné comme suit: en avant vers le sud à la ligne du Chemin de fer C.N.R., en arrière vers le nord-ouest à Didier Gauthier, d'un côté au sud-ouest aux représentants Patrice Tremblay et d'autre côté au nord-est à Louis Girard, tel que le tout est actuellement possédé par Ernest Tremblay, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et aussi avec tous les droits sur la ligne de chemin de fer C.N.R., et sur la propriété de Isidore Tremblay N° 80 dudit cadastre pour communiquer au chemin public en arrière.

2. A certain land or emplacement located in the same range of St-Thomas, abovesaid parish of St-Irénée, being part of lot number seventy-nine (79) of the official cadastre of the said parish of St-Irénée and bounded as follow: in front to the south to the line of the C.N.R. Railroad, in back to north-west to Didier Gauthier, from on side to south-west to representatives Patrice Tremblay, and from other side to north-east to Louis Girard, as the whole is presently possessed by Ernest Tremblay, with all buildings thereon erected, circumstances and dependances and also with all the rights on the line of C.N.R. Railroad, and on the property of Isidore Tremblay number 80 of the said cadastre to communicate to the public road to the back.

Cet immeuble sera vendu en bloc au plus haut et dernier enchérisseur à la charge des taxes municipales à compter du 1er janvier 1959, et des taxes scolaires à compter du 1er juillet, 1959, et de toutes autres impositions foncières pouvant affecter ledit immeuble tant pour le passé que pour l'avenir.

This immoveable property shall be sold in block to the last and highest bidder subject to municipal taxes from January 1st, 1959, and scholar taxes from July 1st, 1959, and all impositions or rental as much for the past as for the future on the said immoveable property.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à une vente faite par le Shérif.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is the equivalent of a Sheriff's Sale.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, ce 15 avril 1959.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, April 15th, 1959.

Le Syndic.
J. P. BÉDARD.

J. P. BÉDARD,
Trustee.

Bureaux:
71, St-Pierre,
Chambre 411, Québec 2. 50340-16-2-0

Offices:
71, St. Peter,
Room 411, Quebec 2. 50340-16-2-0

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 6144-F, dans la Cour Supérieure (En Matière de Faillite). Dans l'affaire de: Les Immeubles Raymond Limitée, Victoriaville, P.Q.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 6144-F, In the Superior Court, (In Bankruptcy). In the matter of: Les Immeubles Raymond Limitée, Victoriaville, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

AUCTION SALE

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-SIX MAI, 1959, à DIX et TRENTE heures a.m., sera vendu par encan public à la porte de l'église St-Jean Baptiste de Drummondville, comté de Drummond, l'immeuble ci-après décrit savoir:

Notice is hereby given that on TUESDAY, MAY TWENTY-SIXTH, 1959, at TEN o'clock and a HALF a.m., shall be sold by public auction at the Church door of the parish of St-Jean Baptiste, of Drummondville, county of Drummond, the immoveable property as follow:

Une maison située à Drummondville construite sur le lot 61 de la subdivision du lot numéro 143 du cadastre du canton de Grantham, comté de Drummond, P.Q.

L'item ci-dessus sera offert au plus haut et dernier enchérissseur à charge des taxes municipales et scolaires et toutes autres impositions foncières tant pour le passé que pour l'avenir.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 15 avril 1959.

Le Syndic,
F. N. BÉDARD.

Bureaux:

71, rue St-Pierre,

Chambre 411, Québec 2.

50341-16-2-0

A house located at Drummondville erected on lot 61 of the subdivision of lot number 143 of the cadastre for the district of Grantham, county of Drummond, P.Q.

The above item shall be sold to the last and highest bidder subject to municipal and scholar taxes and all impositions as much for the past as for the future.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also to article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is the equivalent of a Sheriff's Sale.

Conditions of payment: cash.

Quebec, April 15th, 1959.

F. N. BÉDARD,
Trustee.

Offices:

71, St-Peter Street,

Room 411, Québec 2.

50341-16-2-0

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 6144-F (En matière de faillite). Dans l'affaire de: Les Immeubles Raymond Ltée, Victoriaville, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que MARDI, le DIX-NEUF MAI, 1959 à ONZE heures a.m., sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Beauce, comté de Beauce, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

a) Un immeuble connu sous le nom de "Château Grand Nid", localisé sur un emplacement situé au village de St-Joseph de Beauce, sur le côté nord-est de l'avenue du Palais de Justice, et comprenant les lots numéros cinq cent trente et un F, cinq cent trente et un G, cinq cent trente-huit et cinq cent trente et un, dix-neuf (531-F, 531-G, 538 et 531-19) du cadastre officiel révisé pour la paroisse de St-Joseph de Beauce, avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

b) Tous les droits et prétentions que la compagnie "Les Immeubles Raymond Ltée" a et peut avoir sur le chemin privé faisant partie dudit lot cinq cent trente et un (Ptie 531) du cadastre officiel précité et situé au nord-est de l'emplacement ci-dessus décrit, sauf cependant les cinquante-deux (52) pieds nord-ouest dudit chemin privé qui ont été vendus par Roland Gagnon à Dame William Cloutier.

Les items ci-dessus seront offerts en bloc au plus haut et dernier enchérissseur à charge des taxes municipales et scolaires et toutes autres impositions foncières, tant pour le passé que pour l'avenir.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 15 avril, 1959.

Le Syndic,
F. N. BÉDARD.

Bureaux:

71, rue St-Pierre,

Chambre 411, Québec 2.

50342-16-2-0

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 6144-F (In Bankruptcy). In the matter of: Les Immeubles Raymond Ltée, Victoriaville, P.Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on TUESDAY, MAY NINETEENTH, 1959, at ELEVEN o'clock a.m. shall be sold by public auction at the church' door of the parish of St-Joseph de Beauce, county of Beauce, P.Q., the immoveable property as follow:

a) An immoveable property known on the name of "Château Grand Nid", located on a piece of land in the village of St-Joseph de Beauce, on the north-east of the avenue of the Court House, and being the lots numbers five hundred and thirty-one-F, five hundred and thirty-one-G, five hundred and thirty-eight and five hundred and thirty-one-nineteen (531-F, 531-G, 538 and 531-19) of the official cadastre revised for the parish of St-Joseph de Beauce, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

b) All the rights and pretentions that the company "Les Immeubles Raymond Ltée" has or may have on the private road being part of the said lot five hundred and thirty-one (Pt. 531) of the official cadastre above mentioned and located to the north-east of the piece of land above described, less the fifty-two (52) feet north-west of the said private road which have been sold by Roland Gagnon to Mrs William Cloutier.

The above items shall be sold in block to the last and highest bidder subject to all impositions and municipal and scholar taxes, as much for the past as for the future.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also to article 55 of the Bankruptcy Act. This sale is the equivalent of a sale by Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, April 15th, 1959.

F. N. BÉDARD,
Trustee.

Offices:

71, St-Peter St.,

Room 411, Québec 2.

50342-16-2-0

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Avis public est par le présent donné par Édouard Houde, sec.-trés. que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le DIX JUIN 1959 à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité de la partie nord du canton d'Irlande

Un terrain étant les 2½ arpents nord-ouest du lot 466 et ½ arpent sud-est du lot 467 du rang 8 du canton d'Irlande. Connue comme appartenant à Lucien Roy. Taxes dues: \$69.54.

Un terrain étant le lot 535 et ¼ nord-ouest du lot 536 du rang 9 du canton d'Irlande. Connue comme appartenant à Lucien Roy. Taxes dues: \$70.84.

Municipalité de Ste-Anastasia de Nelson

Un terrain étant une partie du lot 15D du rang 6 de Nelson. Connue comme appartenant à Dame Arthur Beaulieu. Taxes dues: \$45.19.

Un terrain étant une partie du lot 15D du rang 6 de Nelson. Connue comme appartenant à Benoît Beaulieu ou à Fernand Gamache. Taxes dues: \$43.38.

Un terrain étant le lot N° 7 du rang 7 de Nelson. Connue comme appartenant à Wilfrid Boucher. Taxes dues: \$168.50.

Un terrain étant les lots 20D et 21A du rang 7 de Nelson. Connue comme appartenant à Toussaint Lemelin. Taxes dues: \$318.00.

Un terrain connu comme étant partie des lots 21A et 21B du rang 8 de Nelson. Connue comme appartenant à Toussaint Lemelin. Taxes dues: \$42.00.

Un terrain étant le lot 14-22 du rang 6 de Nelson. Connue comme appartenant à Gérard Rousseau. Taxes dues: \$66.80.

Un terrain étant la demi sud-ouest du lot 11 du rang 3 de Nelson, sauf la partie appartenant à Mlle Aline Turgeon suivant contrat du 20 juin 1952 enregistré à Inverness sous le N° 91379. Connue comme appartenant à Andréa Turgeon. Taxes dues: \$175.31.

Plessisville, le 21 avril 1959.

Le Secrétaire-trésorier de la corporation du comté de Mégantic,
ÉDOUARD HOUDE.
50386-17-2-o

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MÉGANTIC

Public notice is hereby given by Édouard Houde, sec.-treas. that the undermentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the TENTH of JUNE 1959 at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality of the northern part of the township of Ireland

A piece of land being 2½ arpents north-west of lot 466 and ½ arpents south-east of lot 467 of the 8th range of the township of Ireland. Known to be owned by Lucien Roy. Taxes due: \$69.54.

A piece of land being lot 535 and ¼ north-west of lot 536 of range 9 of the township of Ireland. Known to be owned by Lucien Roy. Taxes due: \$70.84.

Municipality of Ste-Anastasia of Nelson

A piece of land being a part of lot 15D of the 6th range of Nelson. Known to be owned by Dame Arthur Beaulieu. Taxes due: \$45.19.

A piece of land being a part of lot 15D of the 6th range of Nelson. Known to be owned by Benoît Beaulieu or to Fernand Gamache. Taxes due: \$43.38.

A piece of land being lot 7 of the 7th range of Nelson. Known to be owned by Wilfrid Boucher. Taxes due: \$168.50.

A piece of land being lots 20D and 21A of the 7th range of Nelson. Known to be owned by Toussaint Lemelin. Taxes due: \$318.00.

A piece of land known as being part of lots 21A and 21B of the 8th range of Nelson. Known to be owned by Toussaint Lemelin. Taxes due: \$42.00.

A piece of land being lot 14-22 of the 6th range of Nelson. Known to be owned by Gérard Rousseau. Taxes due: \$66.80.

A piece of land being the south-west half of lot 11 of the 3rd range of Nelson, except the part sold to Miss Aline Turgeon, by deed of June the 20th 1952, registered at Inverness No. 91379. Known to be owned by Andréa Turgeon. Taxes due \$175.31.

Plessisville, April 21st, 1959.

ÉDOUARD HOUDE,
Secretary-Treasurer of the corporation of
the county of Mégantic.
50386-17-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce
St-Joseph de Beauce, N° 23,006,
à savoir: { HENRI LAMBERT,
menuisier, LÉOLAM-
BERT, journalier et
FRANÇOISE LAM-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce
St-Joseph de Beauce, N° 23,006,
to wit: { HENRI LAMBERT,
carpenter, LÉO
LAMBERT, journeyman
and FRANÇOISE LAM-

BERT, ouvrière, tous trois héritiers de feu FRANÇOIS LAMBERT, leur père, et tous trois domiciliés et demeurant en la cité de Montréal et district de Montréal, contre ERNEST QUIRION, de St-Gédéon de Beauce, district de Beauce & ROLAND QUIRION de St-Gédéon, district de Beauce et C. BAILLARGEON, en qualité de registrateur du Bureau de la division d'enregistrement de Frontenac, du Lac Mégantic, district de St-François et le Ministre de la Colonisation es-qualité de la ville de Québec, dit district, mis-en-cause, dans une cause ou: ROLAND BOURRET, avocat, des cité et district de Montréal est: Procureur distrayant, à savoir:

Un terrain mesurant deux arpents et demi sur la profondeur du rang à prendre sur le côté nord et comme faisant partie du lot numéro (21A) vingt-et-un A, des plans et livre de renvoi du cadastre officiel du 7ième rang, canton Marleau, avec bâtisses, avec en plus un arpent de largeur sur la profondeur du rang à prendre sur le côté sud et comme faisant partie du lot de terre numéro (21B) vingt-et-un B du 7ième rang, cadastral, canton Marleau, sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Gédéon de Beauce, le CIN-QUIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Saint-Joseph de Beauce, J. S. POULIOT.
le 28 avril 1959. 50444-18-2-o
[Première insertion: 2 mai 1959]
[Seconde insertion: 16 mai 1959]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { DOLPHE PERRON, chi-
N° 3966. { rurgien dentiste, de Sa-
laberry de Valleyfield, district
de Beauharnois, demandeur; contre VALLEY-
FIELD SERVICE STATION INC., corps poli-
tique légalement constitué, ayant son siège social
et sa principale place d'affaires à Salaberry de
Valleyfield, district de Beauharnois, défenderesse,
et J. C. OSTIGUY, de Valleyfield, district de
Beauharnois, es-qualité de Curateur à délaisse-
ment, mis-en-cause.

A savoir: "Un emplacement composé de la
partie sud-est du lot numéro dix-huit, de la sub-
division du lot numéro huit cent quarante-trois
(Pte No. 843-18) des plan et livre de renvoi offi-
ciels de la ville de Salaberry de Valleyfield,
mesurant cent pieds de largeur, par cent pieds
de profondeur, et bornée comme suit: en front
au sud-est par la rue Bay, à l'arrière au nord-ouest
par le résidu dudit lot N° 843-18, d'un côté au
nord-ouest, par la rue Alexandre, et de l'autre
côté au sud-ouest par la partie du lot ci-après
décrite:

2° De la partie nord-est du lot numéro dix-neuf
de la subdivision dudit lot numéro huit cent
quarante-trois (Pte. No. 843-19) mesurant cin-
quante pieds de largeur par cent vingt-cinq de
profondeur, et bornée comme suit: en front au
sud-est par la rue Bay, à l'arrière au nord-ouest
par le lot N° 843-22, d'un côté au nord-est par
le lot N° 843-18, et de l'autre côté au sud-ouest,
par le résidu dudit lot N° 843-19;

3° D'une autre partie du lot numéro dix-huit
de la subdivision du lot numéro huit cent qua-
rante-trois (Pte. No. 843-18), mesurant environ

BERT, worker, all three heirs of the late FRAN-
ÇOIS LAMBERT, their father, and all three
domiciled and residing in the city of Montreal
and district of Montreal, versus ERNEST
QUIRION, of St. Gédéon de Beauce, district of
Beauce & ROLAND QUIRION of St. Gédéon,
district of Beauce and C. BAILLARGEON, in
his capacity of Registrar of the Office of the Regis-
try Division of Frontenac, of Lake Mégantic,
district of St. Francis, and the Minister of Colo-
nization es-qualité of the city of Quebec, said
district, mis-en-cause, in a cause where: RO-
LAND BOURRET, advocate, of the city and
district of Montreal is: seizing attorney, to wit:

A piece of land measuring two arpents and a
half by the depth of the range to be taken on
the northerly side and as forming part of lot
number (21A) twenty-one A, of the plans and
book of reference of the official cadaster of range
7, Marleau Township, with buildings, in addi-
tion to an arpent in width by the depth of the
range to be taken on the southerly side and as
forming part of lot of land number (21B) twenty-
one B, cadastral range 7, Marleau Township
Marleau, without buildings.

To be sold at the door of the parochial church,
in the parish of St. Gédéon de Beauce, the
FIFTH day of JUNE next at TEN o'clock in the
forenoon.

Sheriff's Office, J. S. POULIOT,
St. Joseph de Beauce, Sheriff.
April 28, 1959. 50444-18-2
[First insertion: May 2, 1959]
[Second insertion: May 16, 1959]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, { DOLPHE PERRON, sur-
No. 3966. { geon-dentist, of Sala-
berry de Valleyfield, district
of Beauharnois, plaintiff; against VALLEY-
FIELD SERVICE STATION INC., body poli-
tic, legally incorporated, having its head office
and its head office at Salaberry de Valleyfield,
district of Beauharnois, defendant; and Mr. J. C.
OSTIGUY, of Valleyfield, district of Beauhar-
nois, es-quality Curator to the surrender, mis-en-
cause.

To wit: "An emplacement composed of the
southeast part of lot number eighteen, of the
subdivision of lot number eight hundred and
forty-three (Pt. No. 843-18) on the official plan
and in the book of reference for the town of
Salaberry de Valleyfield, measuring one hundred
feet in width, by one hundred feet in depth, and
bounded as follows: in front on the southeast by
Bay Street, in rear, on the northwest by the
residue of the said lot No. 843-18, on one side on
the northwest, by Alexander Street, and on the
other side on the southwest by part of the lot
hereinafter described;

2. From the northeast part of lot number nine-
teen of the subdivision of the said lot eight
hundred and forty-three (Pt. No. 843-19) mea-
suring nineteen feet in width by one hundred and
twenty-five feet in depth and bounded as follows:
in front, on the southeast by Bay Street, in rear
on the northwest, by lot No. 843-22, on one side
on the northeast by lot No. 843-18, and on the
other side on the southwest, by the residue of the
said lot No. 843-19;

3. From another part of lot number eighteen
of the subdivision of lot number eight hundred
and forty-three (Pt. No. 843-18) measuring about

vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et bornée comme suit: en front au nord-est par la rue Alexandre, à l'arrière au sud-ouest par le lot N° 843-18, et de l'autre à l'arrière au sud-ouest par le lot N° 843-19 d'un côté au sud-est par le résidu dudit lot N° 843-18, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot N° 843-23;

4° D'un terrain faisant partie du lot numéro vingt-trois de la subdivision dudit lot numéro huit cent quarante-trois (N° 843-23), mesurant vingt pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, et bornée comme suit: en front au nord-est par la rue Alexandre, à l'arrière au sud-ouest par le lot N° 843-22, d'un côté au sud-est par le terrain décrit au paragraphe précédent, et au nord-ouest par le résidu dudit lot N° 843-23; le tout avec mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites;".

Pour être vendu au Bureau du Shérif, le QUATRIÈME jour de JUIN 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ERNEST POIRIER.
ce, 27 avril, 1959. 50443-18-2-0
[1ère publication le 2 mai 1959]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

N° 462 549. { **WINDSOR CREDIT UNION LIMITED,**
un corps politique et incorporé dûment constitué en corporation en vertu de la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, vs DE STELLA PASZEK, veuve de feu Stanley Tomaszewski, domiciliée auparavant en les cité et district de Montréal et actuellement de Shefford-Ouest, district de Bedford.

Une ferme connue et décrite aux plan cadastral et livre de renvoi du canton de Brôme, comté de Brôme, comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze (594) et la demie sud du lot numéro cinq cent quatre-vingt-treize (½ S. 593), contenant tous ensembles soixante-cinq acres de terres en superficie, plus ou moins, tel qu'actuellement clôturée, avec les constructions dessus érigées et faites; et aussi y compris dans cette vente tous les instruments aratoires et outils se trouvant sur ladite ferme.

Avec les constructions dessus érigées et faites. Le vendeur, cependant, se réserve pour lui-même ou ses représentants, les vingt-sept (27) billots déjà coupés qui sont dans le pâturage."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-François-Xavier de West-Shefford, district de Bedford, JEUDI, le QUATORZIÈME jour de MAI 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député Shérif,
Sweetsburg, 3 avril 1959. ANTONIN BOURASSA.
50252-15-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { **JULES GAUTHIER,** notai-
N° 25,398. re de Jonquière, deman-
deur; vs GÉRARD TREM-
BLAY, 53, rue De La Montagne, Jonquière, P.Q.
défendeur.

twenty-five feet in width by one hundred feet in depth and bounded as follows: in front on the northeast by Alexander Street, in rear, on the southwest, by lot No. 843-18 and on the other side in rear, on the southwest, by lot No. 843-19 on one side on the southeast, by the residue of the said lot No. 843-18, and on the other side on the northwest by lot No. 843-23;

4. Of a lot of land forming part of lot number twenty-three of the subdivision of the said lot number eight hundred and forty-three (No. 843-23), measuring twenty feet in width by one hundred feet in depth, more or less, and bounded as follows: in front, on the northeast, by Alexander Street, in rear, on the southwest by lot No. 843-22, on one side on the southeast, by the lot of land described in the preceding paragraph and on the northwest by the residue of the said lot No. 843-23; the whole with english measure, with buildings thereon erected;".

To be sold at the office of the Sheriff, on the FOURTH day of JUNE, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ERNEST POIRIER,
Salaberry de Valleyfield, Sheriff.
April 27, 1959. 50443-18-2
[1st publication May 2, 1959]

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

No. 462 549. { **WINDSOR CREDIT UNION LIMITED,**
a body politic and corporate, duly incorporated in virtue of the Quebec Co-Operative Syndicate's Act, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, vs DE STELLA PASZEK, widow of the late Stanley Tomaszewski, previously residing in the city and district of Montreal, and presently of West Shefford, district of Bedford.

"A farm known and described upon the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Brôme, county of Brôme, as being the lot number five hundred and ninety-four (594), and the south half of lot number five hundred and ninety-three (S. ½ 593), containing all together sixty-five acres of land in superficies, more or less, as actually fenced in, with the buildings thereon erected and made; and also included in this sale all farm implements and tools being on said farm.

With the buildings thereon erected and made. The vendor, however, reserves for himself or his representatives, twenty-seven (27) logs, already cut, which are in the pasture."

To be sold at the parochial church door of St-François-Xavier de West-Shefford, district of Bedford, THURSDAY the FOURTEENTH day of MAY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Sweetsburg, April 3, 1959. Deputy Sheriff.
50252-15-2-0

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, { **JULES GAUTHIER,** nota-
No. 25,398. ry of Jonquière, plain-
tiff; vs GÉRARD TREM-
BLAY, 53 De La Montagne Street, Jonquière,
P.Q., plaintiff.

Contre le défendeur:

Tout ce lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Jonquière, comme étant la subdivision numéro cent seize du lot original dix-sept (N° 17-116) pour le rang quatre (rg. IV) dudit canton, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Raphaël, cité de Jonquière, le TREIZIÈME jour du mois de MAI 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Chicoutimi, le 7 avril 1959. RENÉ DELISLE. 50271-15-2-0

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, { INTERPROVINCIAL
N° 7412. BUILDING CREDITS
LTD., corps politique et lé-

galement incorporé ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs MAURICE DUGRÉ, domicilié et résidant à Gatineau, district de Hull, défendeur.

"Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent cinquante-cinq (555-95) de la municipalité de Pointe-Gatineau, division d'enregistrement de Hull, avec toutes les bâtisses dessus érigées, spécialement celui portant le numéro 6 de la rue Josephat".

Pour être vendu à la porte d'église Notre-Dame du Très Saint Rosaire, à Pointe-Gatineau, dit district, le QUINZIÈME jour de MAI 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
ce 7 avril 1959. R. ST-PIERRE. 50277-15-2-0

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { GABRIEL BILODEAU, de
N° 7455. St-Fabien de Panet,
comté de Montmagny, dé-
fendeur-saisissant, vs M. ALBERT BOUTIN,
colon, 205 rue St-Joseph, Dorval, Montréal,
demandeur-saisi.

Les droits acquis sur le lot 14 du rang III, canton Rolette, comté de Montmagny.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Fabien de Panet, comté de Montmagny, JEUDI le QUATRIÈME jour de JUIN 1959 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montmagny, le 28 avril 1959. CHS. OMER BERNIER. 50446-18-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour du Magistrat, { ROBERT GOSSELIN,
District de Beauce, marchand, St-Luc, de-
N° 26-741. mandeur, vs J. ALPHON-
SE TANGUAY, de Ste-
Sabine Village, défendeur.

"La demi du 42 et partie du 43, rang 7, Canton Roux, paroisse de Ste-Sabine, comté de Bellechasse," avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Against the defendant:

All this lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Jonquière, as being subdivision number one hundred and sixteen of original lot seventeen (No. 17-116) for range four (range IV) of the said township, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Raphaël, city of Jonquière, on the THIRTEENTH day of the month of MAY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Le Shérif,
Chicoutimi, April 7, 1959. RENÉ DELISLE. 50271-15-2

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, { INTERPROVINCIAL
No. 7412. BUILDING CREDITS
LTD., a body politic and

legally incorporated, having its principal place of business for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, plaintiff, vs MAURICE DUGRÉ, domiciled and residing at Gatineau, district of Hull, defendant.

"An immoveable known and designated as being lot number ninety-five of the subdivision of the original lot number five hundred and fifty-five (555-95) of the municipality of Pointe-Gatineau, registration division of Hull, with all the buildings thereon erected, especially that which bears number 6 of Josephat Street."

To be sold at the church door of Notre-Dame du Très Saint Rosaire, at Pointe-Gatineau, said district, on the FIFTEENTH day of MAY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE,
April 7, 1959. Sheriff. 50277-15-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { GABRIEL BILODEAU, of
No. 7455. St-Fabien de Panet,
county of Montmagny, seizing
creditor, vs ALBERT BOUTIN, colonist, 205
St-Joseph Street, Dorval, Montreal, judgment
debtor.

The rights acquired on lot 14 of range III, Rolette township, county of Montmagny.

To be sold at the church door of St. Fabien de Panet, county of Montmagny, THURSDAY, the FOURTH day of JUNE, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. OMER BERNIER,
Montmagny, April 28, 1959. Sheriff. 50446-18-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Magistrate's Court, { ROBERT GOSSELIN,
District of Beauce, merchant of St. Luc,
No. 26-741. plaintiff, vs J. ALPHON-
SE TANGUAY, of Ste-
Sabine Village, defendant.

"Half of 42 and part of 43, range 7, township Roux, parish of Ste-Sabine, county of Bellechasse," with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Sabine, comté de Bellechasse, JEUDI le QUATRIÈME jour de JUIN 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHS. OMER BERNIER.
Montmagny, le 28 avril 1959. 50447-18-2-o

To be sold at the church door of Ste-Sabine, county of Bellechasse, THURSDAY, the FOURTH day of JUNE, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. OMER BERNIER,
Sheriff's Office,
Montmagny, April 28, 1959. 50447-18-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour de l'Échiquier du Canada

Québec, à savoir: { DANS L'AFFAIRE DE
N° 151,678. { LA LOI DE L'IMPÔT
SUR LE REVENU et amen-
dements et DANS L'AFFAIRE DE SEVEN
EIGHTEEN CORPORATION, de la cité de
Québec, à savoir:

Le lot numéro quatre mille cent deux (4102) sur le plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement de trente-huit pieds et neuf pouces de front sur cinquante-sept pieds et huit pouces de profondeur, mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, le plus ou moins devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur, borné au nord par la rue St-Jean, à l'est par le lot numéro quatre mille cent quatre (4104) et à l'ouest par le lot numéro quatre mille cent un (4101) avec les bâtisses dessus érigées et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le CINQUIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEL.
Québec, ce 24 avril 1959. 50445-18-2-o
[Première publication: 2 mai 1959]
[Deuxième publication: 23 mai 1959]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris District de St-François

Cour de Magistrat, { LA CITÉ DE MAGOG,
Magog, { corporation municipale
N° 16 580- { le dûment incorporée, ayant
son siège social à Magog,
district de St-François, demanderesse, vs DAME
ANTOINETTE PERRIER, fille majeure et
usant de ses droits, de la cité de Magog, district
de St-François, défenderesse.

"Le lot 1220 au plan officiel et livre de renvoi de la cité de Magog; — ot de forme irrégulière borné au nord-est par le lot 1219, au sud-ouest par le lot 1221 et au sud-est par le lot 1218 et au nord-ouest par la rue publique. Le tout contenant une superficie de 3959 pieds, mesure anglaise."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marguerite-Marie de Magog, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de MAI 1959, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 7 avril 1959. 50276-15-2-o
[Première insertion, le 11 avril 1959]

Fieri Facias de Terris District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 19174. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, district

QUEBEC

Fieri Facias

Court of the Exchequer of Canada

Quebec, to wit: { IN THE MATTER OF
No. 151,678. { THE INCOME TAX
ACT and amendments and
IN THE MATTER OF SEVEN EIGHTEEN
CORPORATION, of the city of Quebec, to wit:

Lot number four thousand one hundred and two (4102) on the official plan and in the book of reference for the Montcalm Ward, of the city of Quebec, being an emplacement of thirty-eight feet and nine inches in frontage by fifty-seven feet and eight inches in depth, English measure, and without guarantee of precise measure, the more or less to be to the profit or loss of the purchase, bounded on the north by St. John Street, on the east, by lot number four thousand one hundred and four (4104) and on the west, by lot number four thousand one hundred and one (4101) with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEL,
Sheriff's Office,
Quebec, April 24, 1959. 50445-18-2
[First publication: May 2, 1959]
[Second publication: May 23, 1959]

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris District of St. Francis

Magistrate's Court, { THE CITY OF MA-
Magog, { GOG, municipal cor-
No. 16 580- { poration duly incorporat-
ed, having its corporate
seat at Magog, district of St. Francis, plaintiff,
vs DAME ANTOINETTE PERRIER, spinster
of major age and with full use of her rights, of
the city of Magog, district of St. Francis, de-
fendant.

"The lot 1220 upon the official plan and book of reference for the city of Magog; — lot of irregular form bounded to the north-east by lot 1219, to the south-west by lot 1221 and to the south-east by lot 1218, and to the north-west by the public street. The whole containing a superficies of 3959 feet, english measure."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Marguerite-Marie de Magog, WEDNESDAY the THIRTEENTH day of MAY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office,
Sherbrooke, April 7th, 1959. 50276-15-2-o
[First insertion on the 11th of April, 1959]

Fieri Facias de Terris District of St. Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 19174. { BUREAU, body politic
and incorporated, having its
corporate seat at Quebec, district of Quebec,

de Québec, demandeur, vs ROSAIRE PINARD, cultivateur, ci-devant domicilié à Ham-Sud, comté de Wolfe et aujourd'hui à Weedon, comté de Wolfe, district de St-François, défendeur.

"Une terre sise à Ham-Sud, connue sous les numéros deux A, deux B, deux C et deux D, (2-a, 2-b, 2-c et 2-d) du rang un, du cadastre officiel du canton de Ham-Sud, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, contenant ensemble deux cent treize acres et soixante centièmes en superficie, plus ou moins."

Pour être vendus "en bloc" lesdits lots, à la porte de l'église paroissiale de St-Joseph de Ham-Sud, MERCREDI, le TROIS JUIN 1959, à DIX heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 25 avril 1959.

50433-18-2-o

[Première insertion, le 2 mai 1959]

plaintiff, vs ROSAIRE PINARD, farmer, formerly domiciled at Ham-Sud, county of Wolfe, and now at Weedon, county of Wolfe, district of St. Francis, defendant.

"A farm situate at Ham-Sud, known under the numbers two A, two B, two C and two D, (2-a, 2-b, 2-c, and 2-d), of range one, of the official cadastre of the township of Ham-Sud, with buildings thereon erected, circumstances and dependences, containing together two hundred and thirteen acres and sixty hundredths in superficies, more or less."

To be sold "en bloc" the said lots, at the door of the parochial church of St-Joseph de Ham-Sud, WEDNESDAY, the THIRD day of JUNE 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 25th of April 1959.

50433-18-2-o

[First insertion, the 2nd of May 1959]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 18

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Bouchard vs Gagnon..... 1844

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1843

AVIS DIVERS:

Agence d'Assurance Estrie Inc.—
Eastern Townships Insurance Agency
Inc. (Directeurs)..... 1847
Albedena Oils Limited (Vente d'actions) 1849
AMaBaie Proprietors League Incorporated — La Ligue des Propriétaires
d'AMaBaie, Incorporée (Règlements) 1848
Association des Taxis du Grand St-
Hyacinthe (Formation)..... 1844
Association Sociale et Sportive UAP
Inc. (Directeurs)..... 1849
Head Amusements Corp. (Directeurs) 1848
La Caisse Populaire de St-Émile, Qué-
bec (Fondation)..... 1845
La Caisse Populaire St-Michel de Na-
pierville (Fondation)..... 1845
Les Anciens de l'E.S.S.S. Inc. (Règle-
ments)..... 1846
Mars Finance Inc. (Directeurs)..... 1846
Morgan Trust Company (Directeurs) 1845
North American Rare Metals Limited
(Vente d'actions)..... 1849
Orchan Mines Limited (Vente d'ac-
tions)..... 1849
Paul Dandurand Inc. (Directeurs).... 1847
Roco Inc. (Directeurs)..... 8146
Stell Realty Corp. (Directeurs)..... 1846
The Caledonia Co. Ltd (Directeurs).... 1848
Viro Inc. (Directeurs)..... 1847

CHARTES — ABANDON DE:

Automation Designers Co. Ltd..... 1850
Suzan Pop Corn Inc..... 1850

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Magnum Copper Limited..... 4850

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Bouchard vs Gagnon..... 1844

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1843

MISCELLANEOUS NOTICES:

Eastern Townships Insurance Agency
Inc.— Agence d'Assurance Estrie Inc.
(Directors)..... 1847
Albedena Oils Limited (Sale of shares). 1849
AMaBaie Proprietors League Incorporated — La Ligue des Propriétaires
d'AMaBaie, Incorporée (By-laws).... 1848
Association des Taxis du Grand St-
Hyacinthe (Formation)..... 1844
Association Sociale et Sportive UAP
Inc. (Directors)..... 1849
Head Amusements Corp. (Directors).... 1848
La Caisse Populaire de St-Émile, Qué-
bec (Foundation)..... 1845
La Caisse Populaire St-Michel de Na-
pierville (Foundation)..... 1845
Les Anciens de l'E.S.S.S. Inc. (By-
Laws)..... 1846
Mars Finance Inc. (Directors)..... 1846
Morgan Trust Company (Directors).... 1845
North American Rare Metals Limited
(Sale of shares)..... 1849
Orchan Mines Limited (Sale of shares). 1849
Paul Dandurand Inc. (Directors)..... 1847
Roco Inc. (Directors)..... 1846
Stell Realty Corp. (Directors)..... 1846
The Caledonia Co. Ltd (Directors).... 1848
Viro Inc. (Directors)..... 1847

CHARTERS — SURRENDER OF:

Automation Designers Co. Ltd..... 1850
Suzan Pop Corn Inc..... 1850

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Magnum Copper Limited..... 1850

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, village.....	1850
Saint-Georges-Ouest, ville.....	1851

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Beauceville, ville.....	1853
Cap St-Martin.....	1852
Champlain, village.....	1853
Chénéville.....	1853
Lafèche.....	1852
Mékinac.....	1852
Pointe-du-Lac, village.....	1852
St-François-Xavier-de-Brompton.....	1853
St-Grégoire-de-Greenlay.....	1852
St-Pierre-de-Sorel, paroisse.....	1853

MINES:

Révocation de concessions minières.....	1876
Révocation de droits de mine.....	1875

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

St-Joseph de Chambly, paroisse.....	4853
-------------------------------------	------

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Acier Structural.....	4854
Construction, Province (Modification).....	4857

LETTRES PATENTES:

Associated Bakery Stores Inc.....	4858
Barvi Ltée.....	4858
Benlo Corp.....	4859
Bernard Inc.....	4859
Bowling Laval Inc.....	4860
Bray-Jamin, Inc.....	4860
Caravan Investment Corp.....	4860
Caribou Crafts Manufacturing Ltd.....	4861
Communauté Russe Orthodoxe de la Sainte-Trinité de Québec.....	4861
Cowansville Truck Service Ltd.....	4861
Crossways Industrial Park Ltd.....	4862
Firm Root Investment Corp.....	4862
Hôpital Général de St-Lambert.....	4862
Jean Talon Provisions Inc.....	4863
Larko Construction Inc.....	4863
Pal-More Industries Ltd.....	4863
Rainbow Investment Corp.....	4864

NOMINATION:

Morrow, Robert E., c.r.....	1864
-----------------------------	------

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis d'amendements de sanction de plan conjoint de mise en marché:

Gaspésie, Producteurs de Bois de Pulpe.....	1864
Nord Ouest Québécois, Producteurs de Bois de pulpe.....	1865
Rimouski-Matapédia, Producteurs de Bois de pulpe.....	1865
Témiscamingue, Producteurs de Bois de pulpe.....	1865
Québec, Producteurs de Tabac Jaune.....	1866

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Sainte-Germaine-du-Lac-Échemin, village.....	1850
Saint-Georges-Ouest, town.....	1851

EDUCATION:

School Municipality of:

Beauceville, town.....	1853
Cap St-Martin.....	1852
Champlain, village.....	1853
Chénéville.....	1853
Lafèche.....	1852
Mékinac.....	1852
Pointe-du-Lac, village.....	1852
St-François-Xavier-de-Brompton.....	1853
St-Grégoire-de-Greenlay.....	1852
St-Pierre-de-Sorel, parish.....	1853

MINES:

Cancellation of mining concessions.....	1876
Revocation of mining rights.....	1875

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

St-Joseph de Chambly, parish.....	1853
-----------------------------------	------

LABOUR:

Industry or Trades of:

Structural Steel.....	1854
Construction, Province (Amendment).....	1857

LETTERS PATENT:

Associated Bakery Stores Inc.....	4858
Barvi Ltée.....	4858
Benlo Corp.....	4859
Bernard Inc.....	4859
Bowling Laval Inc.....	4860
Bray-Jamin, Inc.....	4860
Caravan Investment Corp.....	4860
Caribou Crafts Manufacturing Ltd.....	4861
Communauté Russe Orthodoxe de la Sainte-Trinité de Québec.....	4861
Cowansville Truck Service Ltd.....	4861
Crossways Industrial Park Ltd.....	4862
Firm Root Investment Corp.....	4862
Hôpital Général de St-Lambert.....	4862
Jean Talon Provisions Inc.....	4863
Larko Construction Inc.....	4863
Pal-More Industries Ltd.....	4863
Rainbow Investment Corp.....	4864

APPOINTMENT:

Morrow, Robert E., Q.C.....	1864
-----------------------------	------

QUEBEC AGRICULTURE MARKETING BOARD:

Notice of amendments of sanction of joint marketing plan:

Gaspesia, Pulpwood Producers'.....	1864
Quebec North West Pulpwood Producers'.....	1865
Rimouski-Matapedia, Pulpwood Producers'.....	1865
Temiscamingue, Pulpwood Producers'.....	1865
Quebec Flue-Cured Tobacco Producers'.....	1866

Québec-Sud, Producteurs de Sucre et de Sirop d'Érable.....	1866
Québec, Producteurs de Tomates.....	1866

Quebec-South Maple Sugar and Syrup Producers'.....	1866
Quebec Tomato Growers'.....	1866

SIÈGES SOCIAUX:

Association Sociale et Sportive UAP Inc.	1868
Barvi Limitée.....	1867
Chambertin Inc.....	1869
Collège des Médecins Vétérinaires de Québec — College of Veterinary Surgeons of Quebec.....	1869
Compagnie de Publication l'Élan Ltée.	1867
Lam Investments Ltd.....	1868
La Plomberie André Inc.— André Plum- bing & Heating Inc.....	1868
L. N. & J. E. Noiseux Limitée.....	1868
Quebec Pipeline Construction Ltd.— Constructions de Pipelines Québec Ltée.....	1870
Quebec Pipe Protection Ltd — La Pro- tection de Tuyauterie de Québec.....	1869
René T. Leclerc Co.....	1867
Terminus Maritime Inc.— Maritime Terminals Inc.....	1867
The H. S. Beane Glove Company Li- mited.....	1868
T. H. Taylor Co. Ltd.....	1867

HEAD OFFICES:

Association Sociale et Sportive UAP Inc.	1868
Barvi Limitée.....	1867
Chambertin Inc.....	1869
College of Veterinary Surgeons of Quebec — Collège des Médecins Vétérinaires de Québec.....	1869
Compagnie de Publication l'Élan Ltée.	1867
Lam Investments Ltd.....	1868
André Plumbing & Heating Inc.— La Plomberie André Inc.....	1868
L. N. & J. E. Noiseux Limitée.....	1868
Quebec Pipeline Construction Ltd.— Constructions de Pipelines Québec Ltée.....	1870
Quebec Pipe Protection Ltd — La Pro- tection de Tuyauterie de Québec.....	1869
René T. Leclerc Co.....	1867
Maritime Terminals Inc.— Terminus Maritime Inc.....	1867
The H. S. Beane Glove Company Li- mited.....	1868
T. H. Taylor Co. Ltd.....	1867

SOUMISSIONS:

Beauharnois, cité.....	1870
Duvernay, ville.....	1871
Granby, cité.....	1873
Jonquière, cité.....	1874

TENDERS:

Beauharnois, city.....	1870
Duvernay, town.....	1871
Granby, city.....	1873
Jonquière, city.....	1874

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Les Immeubles Raymond Limitée.....	1878
Les Immeubles Raymond Limitée.....	1877
Tremblay Elphège.....	1877

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Les Immeubles Raymond Limitée.....	1878
Les Immeubles Raymond Limitée.....	1877
Tremblay Elphège.....	1877

VENTE POUR TAXES:

Mégantic, munic. du comté.....	1879
--------------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Mégantic, munic. of the county.....	1879
-------------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEAUCE:

Lambert <i>et al</i> vs Quirion <i>et al</i>	1879
--	------

BEAUCE:

Lambert <i>et al</i> vs Quirion <i>et al</i>	1879
--	------

BEAUHARNOIS:

Perron vs Valleyfield Service Inc.....	1880
--	------

BEAUHARNOIS:

Perron vs Valleyfield Service Inc.....	1880
--	------

BEDFORD:

Windsor Credit Union Limited vs Poszek.....	1881
--	------

BEDFORD:

Windsor Credit Union Limited vs Poszek.....	1881
--	------

CHICOUTIMI:

Gauthier vs Tremblay.....	1881
---------------------------	------

CHICOUTIMI:

Gauthier vs Tremblay.....	1881
---------------------------	------

HULL:

Interprovincial Bldg., Cr., Ltd., vs Dugré.....	1882
--	------

HULL:

Interprovincial Bldg., Cr., Ltd., vs Dugré.....	1882
--	------

MONTMAGNY:

Bilodeau vs Boutin.....	1882
Gosselin vs Tanguay.....	1882

MONTMAGNY:

Bilodeau vs Boutin.....	1882
Gosselin vs Tanguay.....	1882

QUÉBEC:

Loi de l'Impôt sur le Revenu vs Seven
Eighteen Corporation..... 1883

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Pinard..... 1883
La Cité de Magog vs Perrier..... 1883

QUEBEC:

Income Tax Act vs Seven Eighteen
Corporation..... 1883

ST. FRANCIS:

Farm Credit Bureau vs Pinard..... 1883
La Cité de Magog vs Perrier..... 1883

